

N° 98 mars 2021

# ENSEMBLE

**La pandémie est le symptôme.  
La maladie est le capitalisme.**



**UN AUTRE REGARD S'IMPOSE**

POUR UNE AUTRE  
RÉPARTITION  
DES RICHESSES

**FIN DU  
CAPITALISME**

!!!

LE PATRONAT NE FAIT  
**PAS LA LOI**

**Mobilisons  
nous...**

- 2 La petite musique...  
*Patrick Varin*
- 3 Édito  
*J.-P. Ghiotto*
- 4 Ihs Livre parisien
- 5 Retraités sacrifiés  
*J. Jousseau*
6. Où est passée la croissance ?  
*L. Duquenne*
- 7-8 Martha Desrumaux  
*J.-L. Valéguas*
- 9 Un petit virus  
*G. Congi*
- 10-11 L'économie ou la vie  
*J. Nuevo*
- 11 La solidarité  
*Usr-Cgt Hte-Vienne*
- 12-14 Petits salaires gros profits  
*Communiste hebdo*
- 15 Que crève le capitalisme  
*P. Nouzared*
- 16 Accord UE c'est une arnaque  
*Fnic-Cgt*
- 17 Dette sécu un épouvantail  
*Cgt*
- 18 Vaincre Hercule  
*Cgt*
- 19-21 Le communisme à la française  
*G.Konopnicki*
- 22-23 Ils nous ont quittés
- 24 Un vaccin pour tous  
*Organisations syndicales*

## Rédaction et administration

263, rue de Paris  
93514 Montreuil Cedex

## Directeur de la Publication

René Mahaud

## Responsable rédaction et fabrication

Michel Burguière

## Comité de rédaction

Michel Burguière, Lionel Duquenne,  
Jean-Pierre Ghiotto, Jean Jousseau,  
Andrée Kolar, Daniel Muller, José Nuevo.  
Couverture : Jean JOUSSEAU

## Imprimerie Hélio-Corbeil

4, bd Crétél - 91100 Corbeil-Essonnes  
ISSN : 12594245 - CPPAP : 1217 S 07110  
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués  
à la Filpac-Cgt



# Vous l'entendez la petite musique ?

Oui ! vous l'entendez la petite musique, qui nous dit que les retraités ne seraient pas impactés par les conséquences de la covid et devraient accepter des sacrifices financiers pour aider les jeunes précaires et les travailleurs touchés par le chômage.

Il est important de faire face à ces manœuvres et ne pas nous laisser isoler, nous sommes 16 millions et représentons près d'un quart de la population française.

Plus de un million de retraités sont sous le seuil de pauvreté. Les femmes, qui ont majoritairement les plus petites retraites, représentent 52 % des retraités. En moyenne, 4,5 % des personnes âgées de 65 ans ou plus vivent dans un ménage dont au moins l'un des membres « bénéficie » du minimum vieillesse ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa).

Il faut porter à la connaissance et faire signer par un maximum de personnes la pétition « Ne touchez pas au pouvoir d'achat des retraités.e.s »

<https://www.change.org/p/président-de-la-république-ne-touchez-pas-au-pouvoir-d-achat-des-retraités>

100 euros tout de suite pour rattraper notre pouvoir d'achat à valoir sur la revalorisation des pensions, calculée sur l'évolution du salaire moyen.

Accès à la santé pour tous.

Prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % dans la branche maladie de la Sécurité sociale.

Utilisons tous les moyens dont nous disposons pour porter à la connaissance d'un maximum de personnes cette pétition.

Ne nous laissons pas isoler, nous devons repousser la tentative de nos gouvernants de nous opposer aux jeunes et aux salariés.

Patrick VARIN



Jean Pierre GHIOTTO  
Secrétaire de l'UFR

# Sombre bilan...

*Qui du virus ou du pouvoir est pour nous le plus menaçant ?*

*Ce virus invisible qui hante nos esprits et nos corps, qui parfois détruit ou prend la vie d'êtres chers ou ce pouvoir qui ne veut pas choisir l'intérêt général car des intérêts particuliers ont placé à sa tête des valets arrogants et méprisants dont la pérennité ne dépend que de leur faculté à faire accepter l'inacceptable ?*

**U**n pouvoir jupitérien qui n'entend plus les représentants du peuple, encore moins son peuple, avec la création d'un conseil de défense et d'un conseil scientifique composés de personnes non élues mais qui décident sans en discuter auprès des représentants d'un peuple malmené psychologiquement par une information dominée par ceux-là même qui ont mis leurs valets au pouvoir.

Après l'état d'urgence contre les attentats, nous avons un état d'urgence sanitaire, confinement, couvre-feu, limitation des déplacements privés.

Les cinémas et les théâtres sont fermés mais les trains son bondés.

Les transports, insuffisants et inadaptés, imposent et soumettent les usagers à des risques sanitaires de contamination que le pouvoir réfute, mais qu'il avance lorsqu'il s'agit d'épanouissement personnel.

Les institutions républicaines sont méprisées et malmenées et leur éviction au profit d'officines privées pour les attributions de missions ou de marchés relevant de l'État devient la règle.

La pauvreté revient au galop sous les coups d'épée de la grande bourgeoisie et les Restos du cœur voient arriver de nouveaux demandeurs. Des soupes populaires sont organisées pour venir en aide aux étudiants qui faisaient des « petits boulots » pour payer leurs études, boulots que les règles sanitaires, confinement et couvre-feu ont réduits à néant.

Les retraités, dont les pensions sont bloquées depuis plusieurs années, viennent aussi grossir les rangs de la pauvreté, eux que ce pouvoir place dans les « nantis » de notre société.

De l'argent, il y en a, puisque les riches s'enrichissent quand le peuple s'appauvrit. Des milliards sont distribués. Il faut sauver l'économie, les entreprises, le tissu industriel, nous dit-on, pour sauver des emplois, alors l'argent circule dans les temples de la finance, les entreprises sont abreuvées, les dividendes pleuvent, les licenciements fleurissent et le CAC 40 bat des records.

La Sécurité sociale est asséchée par les exonérations multiples accordées aux employeurs pour préserver des emplois que, en vérité, ils détruisent. Cet acharnement à détruire notre modèle social pour y gommer ce qu'il reste encore de notions solidaires ne s'explique que par la volonté d'un

système inégalitaire d'asseoir davantage sa domination sur l'économie nationale.

Nous avons affaire à des prédateurs de la pire espèce, celle qui méprise les autres, qui nous ment et qui n'a qu'un objectif : replonger les peuples qui s'émancipent dans l'indigence et la misère dont ils ont pu, pour un temps, s'affranchir.

Profitant d'une Sécurité sociale qu'on veut nous supprimer, les laboratoires pharmaceutiques ont construit leurs fortunes. Afin de gaver leurs actionnaires, ils ont supprimé des milliers d'emplois de chercheurs, ce qui fait qu'aujourd'hui la France ne sait plus fabriquer un vaccin contre ce virus.

Cette sournoise pandémie a mis l'accent sur les insuffisances patentes de notre système public de santé, sapé par des décennies de réductions de moyens financiers, de personnel, et de fermetures d'établissements. Insuffisances dénoncées mais non prises en compte par le pouvoir et non relevées par des médias au service de leurs propriétaires.

La dégradation de nos services publics a aussi été mise en lumière par cette crise sanitaire qui demandait des structures d'accueil en rapport avec les besoins et non pas des besoins qui s'adaptent à la pénurie.

Bon, j'arrête, mais j'aurais encore beaucoup à dire, l'énumération de tous ces méfaits me donne la nausée et me remplit d'effroi, j'ai l'impression que tout s'écroule et que, si nous laissons faire, ce n'est pas une dette que nous laisserons derrière nous, comme le prédisent ceux qui nous veulent du mal, mais une société dévastée, un peuple pillé, rançonné et, qui plus est, victime d'un virus et d'un climat pourri.

Un peu d'espoir cependant, tous les jours, des organisations politiques, syndicales ou citoyennes manifestent contre la privatisation des biens publics et condamnent la conduite infâme de ce pouvoir en place qui brade notre patrimoine. Si ces actions ne font pas les titres de nos médias, pour autant elles existent.

**Des gens crient leur désaveu sur la place publique, faisons-le savoir et mêlons-nous à cette protestation, pour qu'elle devienne tonitruante et assourdissante, pour qu'elle résonne au plus profond de toutes les composantes – même les plus récalcitrantes – de notre société.**



Le site de l'IHS CGT du livre publie une liste de femmes et d'hommes qui ont participé à cette belle période de notre histoire.

## Communiqué des Amis de la Commune

L'année 2021 est l'année du cent cinquantième anniversaire de la Commune de Paris. Rarement un épisode aussi bref aura laissé une empreinte si grande, et pas seulement en France. Dans un contexte tragique de défaite et d'occupation, la Commune fut une tentative inédite de pouvoir populaire, portée par l'espérance de la « vraie République », de la « République démocratique et sociale » où l'égalité et la souveraineté populaire ne seraient pas des mots creux.

### Chute de la colonne Vendôme le 16 mai 1871

L'assemblée parisienne élue le 26 mars 1871 a promu l'autonomie municipale, la séparation de l'Église et de l'État, la gratuité et la laïcité de l'enseignement, pour les filles comme pour les garçons. Elle a conforté l'idée de l'égalité femme-homme, ouvert l'accès aux responsabilités pour les étrangers au nom de la « République universelle ». Elle a affirmé le droit des catégories populaires à la culture et au « luxe communal ». Elle a poussé plus loin qu'en 1848 l'idée du droit au travail et d'un droit social. En bref, bien avant d'autres, au cœur d'une guerre civile atroce qui a fini par décimer ses partisans, la Commune de Paris a laissé entrevoir ce que pouvait être une politique publique de l'égalité, de la citoyenneté active et de l'émancipation individuelle et collective.

Le 29 novembre 2016, l'Assemblée nationale a voté une résolution proclamant la réhabilitation des victimes de la répression de la Commune de Paris de 1871. Insistant pour que « soient mieux connues et diffusées les valeurs républicaines portées par la Commune », elle ajoutait souhaiter que « la République rende honneur et dignité à ces femmes et ces hommes qui ont combattu pour la liberté ».

Il serait impensable, dans ces moments d'incertitude sociale et démocratique extrême qui sont les nôtres, que les institutions de l'État et les collectivités territoriales ne se saisissent pas de cette résolution. À nos yeux, décider qu'une station de métro porte désormais le nom de « Commune de Paris 1871 » serait un acte minimal de reconnaissance publique. Au-delà, une commémoration de la Commune de Paris 1871 devrait relever en 2021 de la responsabilité publique et nationale. Qu'une journée mémorielle soit prévue, entre le 18 mars et le 28 mai, serait là encore le minimum que mérite un événement de cette importance.

D'ores et déjà, une floraison d'initiatives est envisagée par des centaines d'associations, provisoires ou pérennes. Ce travail de mémoire « par en bas » est à l'image même d'une expérience qui fut lancée par le mot d'ordre flamboyant de « Place au peuple ! Place à la Commune ! ». Il doit être conforté par une commémoration « par en haut ».

Nous appelons donc les autorités de l'État et les collectivités territoriales à tout faire pour que la République rende l'hommage qu'elle mérite à cette tentative inédite, si atrocement massacrée et si injustement oublié.

# Des retraités sacrifiés

Par J. Jousseume



Ces salariés n'ont eu d'autre choix que de laisser mourir ceux qui ne sont plus rentables pour l'économie de marché, sauf pour les établissements à but lucratif. **C'est humainement insupportable et scandaleux !**

Les rapports sur la dépendance n'ont en rien amélioré de manière conséquente les conditions de vie et de travail dans les Ehpad et les services d'aide à domicile, qu'ils soient publics, privés ou associatifs.

Depuis plus de deux ans, les travailleurs des hôpitaux, des Ehpad, des aides à domicile alertent sur les

**A**vec la lamentable pénurie de masques et de matériel de protection, l'absence de dépistage, le manque de gel hydroalcoolique, le président du Conseil de défense sanitaire a imposé un nouveau confinement. Hélas ! pour respecter les restrictions budgétaires fixées, ils n'ont toujours pas pris en compte la gestion désastreuse de la crise sanitaire avec la saturation des services de réanimation et le manque de lits. Pire, après la première vague, le gouvernement a continué à fermer des lits (8 500 lits) et à exiger des milliards d'économies à l'hôpital public (4 milliards d'euros d'économies imposées dans le cadre du PLFSS 2021\*), c'est-à-dire à mener la même politique qui a rendu l'hôpital exsangue.

## La faucheuse a pris rendez-vous !

Par manque de places dans les hôpitaux et les services de réanimation, les retraités et les personnes âgées ont été sacrifiés volontairement pendant le premier confinement.

### Ils ont payé un lourd tribut à la pandémie.

Ils n'ont pas été soignés comme ils auraient dû l'être. Les pouvoirs politiques ont délibérément fait le choix de sacrifier les retraités. Cela est avéré par les chiffres fournis depuis par l'autorité sanitaire. Ils ont été laissés à l'abandon sous la responsabilité des Ehpad ou chez eux.

Confrontés à la surmortalité des résidents, les salariés des Ehpad ont travaillé dans la peur de contracter le virus et de le transmettre à leur entourage, voire aux résidents. De même, les infirmières ont vécu des situations de désespoir en abrégant légalement les souffrances des personnes âgées résidentes concernées.

conséquences de l'austérité budgétaire mise en œuvre par les gouvernements successifs. Il faut une situation extrême pour se rendre compte du sort réservé aux personnes âgées en manque d'autonomie dans notre pays. D'autant que les besoins progressent, alors que les budgets alloués stagnent, voire diminuent. La dignité des soignants et des personnes âgées est sacrifiée sur l'autel des contraintes budgétaires.

Cette grave crise sanitaire et sociale met en exergue la place et le rôle des retraités dans la société. D'autant que la population retraitée dans un département comme le nôtre est en augmentation constante.

Cela met également en évidence la nécessité de refonder toute la politique de présence des services publics en territoires, et pas seulement ceux de la santé. Les retraités et les personnes âgées ne doivent pas être sacrifiés !

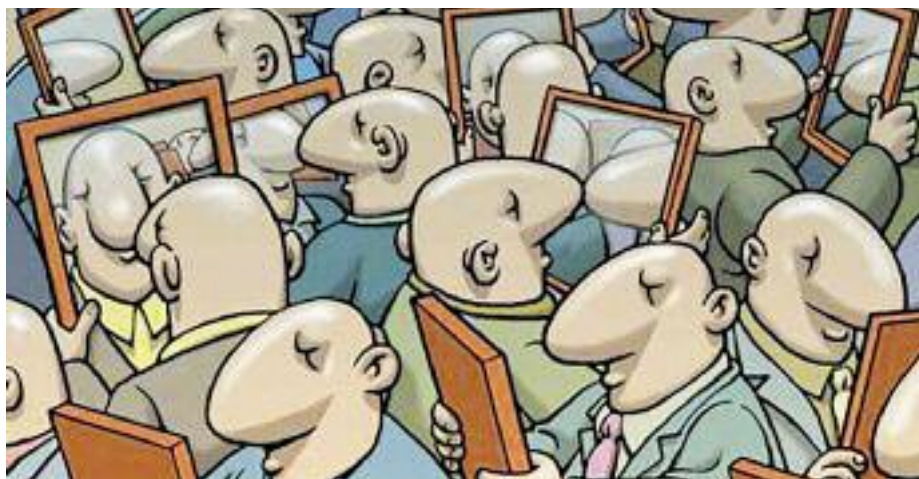
*L'urgence est à des mesures ambitieuses fondées sur la solidarité intergénérationnelle et le salaire socialisé (cotisations patronales et salariales). ■ J. J*

La CGT exige que l'on engage des moyens proches des lieux de vie, pour retisser du lien social, pour lutter contre toutes les inégalités.

*\*Face à la crise sanitaire historique que nous connaissons, nous sommes une fois de plus face à un gouvernement irresponsable qui nous livre un projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui s'inscrit dans la continuité des politiques menées depuis de nombreuses années ; politiques qui ont conduit à la catastrophe sanitaire que nous connaissons.*

# OÙ EST PASSÉE LA CROISSANCE ?

PAR LIONEL DUQUENNE



Nous ne nous déplaçons pas en avion, il n'existe pas de télétransport, nous n'occupons pas la planète Mars.

Face aux innovations exceptionnelles du siècle précédent, seul le smartphone apparaît comme une innovation dont la radicalité se compare aux bouleversements antérieurs. Pour ce même économiste, la bulle Internet a été un événement unique dont les effets se sont déjà dissipés ! « *La vie est plus agréable et nous avons plus de choses à consommer,*

*avec des salaires réduits.*

**P**lus de croissance, plus d'inflation, salaire bloqué. Le monde d'aujourd'hui se dirige vers le tout-numérique, comme il y a plusieurs années vers le tout-électrique.

Le paradoxe de notre monde aujourd'hui est cependant le suivant : les promesses de la révolution numérique ne se retrouvent pas dans les chiffres de la croissance économique ! La croissance des pays avancés ne cesse de se réduire.

Par habitant, elle a baissé en Europe au cours des trente dernières années, passant de 3 % par an pendant les années 1970 à 1,5 % dans les années 1990 et à 0,5 % dans les années 2001-2015. Le chemin parcouru des quarante dernières années d'un point de vue technologique est pourtant considérable.

Lorsque les premiers ordinateurs de bureau ont été introduits, les pools de secrétaires faisaient un travail aujourd'hui totalement révolu : taper des milliers de pages sans droit à l'erreur. Les données informatiques étaient stockées sur des cartes perforées. La musique s'écoutait sur des microsillons et personne n'aurait imaginé possible de disposer de plusieurs milliers de chansons dans une boîte d'allumettes.

On envoyait des lettres par courrier, dont la réponse nous parvenait plusieurs jours plus tard. Il fallait rester devant son téléphone lorsqu'on attendait un appel important. À l'aube de ces transformations, les années 1960 apparaissent bien comme un âge de pierre.

Pour autant, la période écoulée depuis le premier PC d'IBM n'a pas été particulièrement brillante en matière économique pour les citoyens. Pour la grande majorité des habitants avancés, la stagnation des revenus est devenue la règle.

Un certain économiste a pris la tête d'une croisade intellectuelle contre les idées expansionnistes des théoriciens de la « **croissance endogène** ». Il note ironiquement qu'aucune des grandes mutations annoncées par la science-fiction des années cinquante et soixante ne s'est encore produite.

Mais la vitesse de ce progrès matériel a ralenti, relativement à ce qu'ont connu les deux ou trois générations précédentes. » Certains économistes poussent très loin l'idée selon laquelle la croissance euphorique du **XX<sup>e</sup>** siècle ne se répétera pas au **XXI<sup>e</sup>**.

Une autre remarque porte sur la dimension du **PIB** et la mesure de celui-ci. Bon nombre des profits de la révolution numérique sont gratuits et ne figurent pas dans les statistiques. Cette technique permet de la mesurer à la baisse.

Un autre exemple : les automobiles n'apparaissent pas, l'électricité, l'ascenseur, le métro et toutes ces grandes innovations qui ont révolutionné la vie urbaine ne figurent pas en tant que telles dans le **PIB**, sinon à proportion de leurs coûts d'installation. Une autre dimension s'ajoute : les emplois publics ; le **PIB** les mesure à leurs coûts. La contribution d'un médecin hospitalier à la richesse est mesurée à proportion de son salaire, même chose pour un enseignant, un gardien de musée ; point à la ligne ! Tout cela pour se rendre compte que le calcul de la productivité **PIB** n'est pas fiable. C'est l'un des problèmes politiques, de confiance en l'État.

**Conclusion** : La société d'aujourd'hui pourrait-elle se passer de croissance ? Compte tenu de l'immense pression qu'elle exerce sur les citoyens dans leur travail et leurs envies. Le plus honnête est de répondre non. La croissance pourrait-elle repartir après la COVID-19, à la vue des performances passées et des contraintes écologiques futures ? Il est également plus simple de répondre négativement. In fine, la conclusion semble inévitable ; la société occidentale est condamnée à la colère et à la violence par sa culture politique d'individualisme des citoyens qui la composent.

Les mentalités ont changé plusieurs fois dans l'histoire, mais jamais par décret. Elles se transforment lorsque les aspirations individuelles et le besoin social convergent vers un même but. Il reste beaucoup à faire. ■

# Une très grande dame si méconnue :

## MARTHA DESRUMAUX

PAR J.-L. VALÉGEAS (avec l'appui d'un texte de Philippe Buisson et « le Maitron »)



Militante syndicaliste et communiste du Nord, secrétaire de la 1<sup>re</sup> URU\* (Nord), trésorière adjointe puis secrétaire de l'UD-CGT du Nord (1936-1939), secrétaire adjointe de l'UD (1945-1950), membre du comité central (1929-1937) et du bureau politique du PC, membre de la commission exécutive de la CGTU (1933-1936) et de la CE de la Fédération CGT du Textile (1937)

### Martha Desrumaux

(18 octobre 1897 - 30 novembre 1982)

Martha Desrumaux est une enfant du Nord, née en 1897 à Comines. Dès neuf ans, elle devient une « petite bonne » dans une famille bourgeoise avant d'intégrer une entreprise textile, dès l'année suivante. À dix ans elle découvre l'extrême dureté du quotidien ouvrier. Elle se syndiqua très rapidement, à l'âge de treize ans. Âgée de quinze ans, elle adhéra, en compagnie de son plus jeune frère, aux Jeunesses socialistes et prit bientôt part à de nombreuses réunions organisées à Comines ainsi qu'à des manifestations à Lille. Dès le début de la guerre de 1914-1918, Martha Desrumaux et sa famille furent évacuées vers Lyon où elle trouva un emploi chez un patron cominois qui avait transplanté son affaire dans la grande ville rhodanienne. L'exploitation des ouvriers y était particulièrement brutale car l'entreprise travaillait pour des commandes militaires. Ne sachant ni lire ni écrire, elle organise sa première grève en 1917.

Dès son retour dans le Nord, elle s'intégra à l'aile gauche du Parti SFIO et évolua progressivement vers le communisme. La légende veut qu'elle ait alors appris à lire dans une brochure relative à l'Union soviétique naissante. Inscrite au Carnet B\*\*, on lui donnait alors le surnom de « Vierge rouge », qu'une autre militante célèbre (Louise Michel) avait porté avant elle. En 1924, elle organise ses compagnes de travail aux ateliers Hassebroucq à Comines. Ces ouvrières réclament des galoches de bois et des tabliers de cuir pour éviter les flaquets et les projections

d'huile. Pour la faire taire, le patron lui propose le poste de contredame. Martha accepte. Au grand dam du patron, elle transforme le poste en délégué du personnel et se fait porteuse des revendications collectives et singulières de l'atelier. Pionnière dans les combats pour les droits sociaux dans l'entre-deux guerres, défendant toujours par la suite le mouvement ouvrier et particulièrement la cause des femmes, elle est inculpée, en novembre 1929, de « complot contre la sécurité intérieure de l'État » et condamnée par le tribunal correctionnel de Lille, le 15 février 1930, à huit jours de prison avec sursis auxquels vinrent s'ajouter quinze jours avec sursis et 25 Fr d'amende pour « violences et voies de fait ».

Figure féminine historique du Front populaire, elle apparaît dans le film de Jean Renoir « La vie est à nous » (1936) et sera la seule femme membre de la délégation ouvrière chargée de négocier les « accords de Matignon » qui, sous l'arbitrage du Président du Conseil Léon Blum, entérineront les conquêtes du Front populaire.

Quand éclate la Seconde Guerre mondiale, elle est naturellement devenue l'une des principales organisatrices de la Résistance dans le Nord - Pas-de-Calais et lance une grève générale et patriotique au printemps 1941 pour nuire à l'effort de guerre nazi.

Martha, considérée comme dangereuse pour la sécurité du Reich, est arrêtée et déportée à Ravensbrück, le camp de concentration réservé aux femmes. Dans l'enfer du camp, elle fait la connaissance de Geneviève de Gaulle-Anthonioz et de Germaine Tillion et sa grande fraternité, réconfort ➤

puissant pour les prisonnières et les enfants internés, incarnation d'une forme magnifique de résistance à l'in-humain.

Elle témoigne : « *Pour ceux qui ont connu la véritable Résistance du maquis, il peut paraître vain de parler de "résistance" dans un camp de concentration. Il est vrai que l'immense masse des détenues était amorphe, affaiblie par la sous-alimentation, usée par le travail, minée par la maladie. Mais il est certain aussi que de cette masse se dégageait une sorte de bouée qui surnagent et à laquelle les faibles se raccrochaient. Chacune était déjà un embryon de résistance, et c'est leur réunion qui constitua une véritable organisation de résistance.* »

Le 4 avril 1945, elle fut échangée avec 299 autres détenues de Ravensbrück contre 300 femmes SS détenues en France, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Elle devient immédiatement maire-adjointe de Lille puis une des premières femmes députées de France, à la première Assemblée constituante.

Elle tombe ensuite dans un relatif oubli, mais toute sa vie Martha a mobilisé les ouvrières et l'ensemble des travailleurs pour défendre la République contre l'extrême droite et

le racisme, pour les revendications du monde du travail et pour l'émancipation de l'Humanité.

Fondatrice de l'Union des jeunes filles de France dans le Nord, elle favorise l'émancipation de toute une génération, qui obtiendra le droit de vote des femmes.

Habitant le Var à la fin de sa vie, elle décède le mardi 30 novembre 1982, quelques heures après la mort de son mari.

« *Elle était femme, ouvrière et n'a pas produit d'écrit. Elle venait, elle, de province et elle est restée dans l'ombre des médias. Pourtant, ce pays a été bâti par des mains d'ouvrier et une partie de notre législation et en particulier ce qu'on appelle "le pacte républicain" a été construit grâce au concours d'ouvriers.* »

(Pierre Outerryck, historien)

Pour tenter de réparer cet injuste oubli, nombreuses sont les manifestations qui s'organisent tant dans les Hauts-de-France qu'en région parisienne et dans le Var : manifestations diverses, telle l'inauguration du collège Martha-Desrumaux à Lille, documentaires télévisés, ouvrages dans la collection *Jeunesse & Histoire*, inauguration du jardin Martha-Desrumaux à Paris.

## Une pétition pour une ouvrière au Panthéon

Ouvrière, résistante, déportée, féministe, elle a sa place au Panthéon aux côtés de Marie Curie, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Simone Veil.

L'association « Les ami.e.s de Martha Desrumaux » soutient l'entrée au Panthéon de celle qui serait seulement la sixième femme et **la seule personnalité issue de la classe ouvrière** parmi les 81 résidents du monument parisien qui a pour vocation d'honorer les illustres personnages de notre histoire, de toutes origines et toutes fonctions, hormis les militaires.

Certes, insiste Laurence Dubois, la présidente de l'association, « *Martha était cégétiste, communiste, féministe d'avant-garde mais aujourd'hui, elle dépasse les clivages ! Elle aura consacré ses forces à défendre et valoriser les anonymes, ceux dont le militantisme et le travail ont aussi contribué au développement des valeurs de notre société.* » ■ **J-L. V**

\* Union régionale unitaire

\*\* Le Carnet B est l'instrument principal de surveillance des « suspects », français ou étrangers, sous la Troisième République en France.

Martha Desrumaux traverse un siècle tumultueux, en pleine mutation, qui voit naître, au prix de longues batailles, des avancées dans le monde du travail et le droit des femmes. Lorsque cette future grande syndicaliste féministe voit le jour, en 1897, la vie des femmes est réglemée par le Code civil de 1804 édicté par Bonaparte : la fille vit sous la férule du père, l'épouse obéit strictement au mari et l'ouvrière est sous l'autorité patriarcale de son patron. Peu de femmes parvenaient à briser ces chaînes. Dans les années 1910-1920, les adhésions féminines à la CGT, aux Jeunesses socialistes et au Parti communiste demeuraient des engagements exceptionnels.

Martha Desrumaux fit partie de cette exception. Le XX<sup>e</sup> siècle est meurtri par des guerres de toutes sortes : mondiales, coloniales... Le mouvement ouvrier se mobilise pour la paix. Pendant ce temps, les femmes ont été réduites au silence jusqu'en 1945 : elles n'ont pas le droit de vote. Cela malgré leur participation à ce qu'on appelait alors "l'effort de guerre" en 1914-1918, puis à la Résistance en 1939-1945. Après la déportation et la fin de la Seconde Guerre mondiale, Martha Desrumaux connut aussi mai 1968, le droit à l'avortement et l'accès à la pilule contraceptive. Autant de combats qu'elle a menés de front. Toute sa vie, elle a lutté pour l'émancipation des femmes, l'égalité salariale, la dignité des conditions de travail et le droit d'être libre. L'impact de ses engagements tous azimuts résonne encore aujourd'hui fortement, et ses combats sont d'une incroyable modernité en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle.



# Un petit virus a fait...

Par Georges CONGI



Un petit virus a fait de 2020 une année catastrophique sur la planète Terre, tant sur le plan sanitaire qu'économique.

Pour ce qui nous concerne : 60000 morts, l'industrie française au point mort, la fermeture des petits commerces, des petites et moyennes entreprises, etc.

Face à ce désastre, l'État a été obligé d'emprunter plus de 100 milliards d'euros afin de venir en aide aux grands groupes, qui, soit dit en passant, en ont profité pour dégraisser les postes de travail en appliquant la « rupture conventionnelle collective » à tout-va.

En outre, création du « télétravail » à domicile. Ce système est néfaste en ce qui concerne les revendications dans l'entreprise : n'ayant plus de contact avec ses collègues, comment un salarié osera-t-il demander une augmentation de salaire ou une amélioration dans son travail ? De plus, il travaille avec son propre matériel. C'est pourquoi il est temps de signer, au plan national, un accord interprofessionnel mettant en place des accords-cadres ou des avenants aux contrats de travail. Accords que les syndicats patronaux refusent.

Rappelons-nous que le peuple de France a voté contre à 55 % et que Sarkozy est passé outre ce vote du peuple en signant l'accord après ratification par voie parlementaire. Pour les Français, on peut dire qu'il y a eu un avant et un après-Maastricht.

La France n'avait besoin de personne pour se gérer.

Pour les entreprises, à part celles nationalisées, aucune ne recevait d'aides de l'État. Une entreprise dans le rouge piochait dans les réserves et les actionnaires mettaient la main au portefeuille. Les syndicats, patronaux et salariés, se réunissaient régulièrement. Les patrons

connaissaient le métier, ce qui facilitait l'obtention de bons accords, conventions collectives, annexes techniques, accords salariaux...

Bien que ces accords n'aient jamais été dénoncés, ils ne sont plus appliqués. Puis l'après-Maastricht : la France ne fait plus ce qu'elle veut, elle doit suivre les directives de Bruxelles. Toutes les industries sont passées au privé. Les agriculteurs sont endettés jusqu'au cou à cause des prix bas décidés par Bruxelles, alors beaucoup d'entre eux ne survivent qu'avec des aides. 2017 voit l'élection de Macron à la présidence de la République, non sur son programme, mais pour ne pas voir l'extrême droite au pouvoir.

Macron a une obsession : mettre en place une retraite par points à la place des 42 caisses existantes aujourd'hui. Dans le texte, refusé par les syndicats, il est dit : la pension de réversion sera égale à 70 % de ce que gagne le couple. La retraite minimale sera portée à 1000 euros par mois. Le citoyen lambda qui lit cela pense que c'est mieux que ce qui existe

aujourd'hui : Sécu 54 %, complémentaire 60 %, soit une moyenne de 57 %, mais quand on fait les comptes il en va tout autrement. Prenons un couple qui touche 4000 euros par mois, l'époux 2500, l'épouse 1500 = 4000 € : 70 % de 4000 = 2800. Si l'épouse décède, le veuf touche 2800 - 2500 = 300 euros de réversion. Si l'époux décède, la veuve touche 2800 - 1500 = 1300 euros de réversion. Avec le système actuel : si l'épouse décède, le veuf touche 57 % de 1500 855 + 2500 = 3355, une perte de 555 euros ; si l'époux décède, la veuve touche 57 % de 2500, 1425 + 1500 = 2925, une perte de 125 euros par mois.

Je viens de lire un texte dans lequel un énarque nous explique : la réversion a été mise en place à une époque où la majorité des épouses, qui ne travaillaient pas, n'avaient aucun revenu. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, ce qui fait qu'elles auront leur propre retraite, donc plus besoin de réversion. Ahurissant !

Beaucoup trop pensent qu'une fois à la retraite il n'est plus nécessaire de rester syndiqué, qu'il incombe aux actifs de se battre. **Erreur !** Des centaines de milliers de veuves, veufs, ne touchent pas la réversion de leur défunt parce qu'ils ne savent pas que l'on ne la touche pas systématiquement, qu'il faut la demander.

D'autres ont des difficultés avec internet ou sont découragés et, las d'écrire ou de téléphoner pour ne rien obtenir, lâchent prise. Ceux qui sont syndiqués s'adressent à leur secrétaire, et l'affaire est vite réglée.

L'État s'apprête, notamment, pour des raisons fallacieuses, de diminuer, une fois de plus, notre pouvoir d'achat. Espérons qu'en 2022 les retraités, 17 millions, mettront le bon bulletin dans l'urne. ■



# Le faux dilemme qu'on nous oppose : l'économie ou la vie

Présenté par José NUEVO

**A** ce stade et à ce moment de la pandémie, il semble que, au moins en Espagne (peu de différence avec les autres gestions menées dans les pays occidentaux), la « dés-escalade » réalisée en juin<sup>1</sup> fut une conséquence de la pression du système économique, c'est-à-dire de ceux qui commandent vraiment, pour que « leur économie » souffrît le moins possible et, de plus, que les pertes importantes de leurs ventes et de leurs chiffres d'affaires fussent compensées par des crédits-garanties directs et le paiement des salaires via l'État (chômage partiel). L'OCDE et le FMI, estimaient, déjà au mois de mars - avril, que le produit intérieur brut de pays comme l'État espagnol chuterait de 10 % à 15 %, ce qui signifierait une « perte de richesse entre 200 milliards et 350 milliards d'euros », en fonction de la durée de l'arrêt de l'économie, de la reprise du commerce mondial, de la mobilité des personnes et de l'activité en général. La réalité d'août 2020, selon l'UE et la Banque d'Espagne, est que la baisse de l'économie a atteint 17,5 %. La destruction de millions d'emplois<sup>2</sup>, les dépenses en prestations sociales de toutes sortes et les dépenses de santé, au fond, représenteront l'essentiel de la facture à payer. Facture qui ne sera pas acquittée par les impôts sur les revenus élevés ni les bénéfices des grandes entreprises<sup>3</sup>. Jusqu'à présent, c'est l'État, c'est-à-dire l'ensemble des contribuables et surtout les revenus du travail qui font que nous contribuons pour plus de 75 % de l'ensemble des impôts (soit directement, soit par la consommation) ; c'est nous, la majorité du monde du travail, qui, solidairement, payons la « facture » (dette). En revanche, et de manière usurpatrice, les minorités qui contrôlent et dominent l'économie<sup>4</sup> obtiennent des bénéfices. Les politiques économiques que les différents gouvernements appliquèrent avec autoritarisme et unilatéralement, sans démocratie et par un « coup d'État », depuis 2008, furent des politiques de spoliation de tout ce qui est public

dans les droits essentiels de la population. Ils vinrent à bout de la Santé, qui aujourd'hui n'est plus ni publique ni universelle, encore moins suffisante et efficace ; ils vinrent à bout de l'Enseignement, qu'ils commercialisèrent ; ils ont balayé la loi sur la dépendance, condamnant des milliers de personnes, les plus faibles, les plus nécessiteuses, non seulement à l'oubli, mais aussi à la mort par abandon ; ils ont appauvri, avec leurs politiques énergétiques, fiscales et de spéculation foncière, des millions de personnes, aujourd'hui non seulement expulsées de leurs maisons, mais également condamnées à un état de pauvreté et de précarité qui nous place parmi les pays les plus inégaux et les plus injustes de l'UE. Ils n'ont rien voulu savoir sur ce qui s'est passé lors des autres pandémies et ont à nouveau considéré que nous les travailleurs, tous et surtout les migrants, qui vivons dans des quartiers surpeuplés, dépourvus de conditions d'hygiène adéquates, où les espaces publics sont insuffisants, où la dimension des maisons implique plus de contamination, etc., nous devons être de la « chair à canon » dans cette foutue guerre entre l'économie ou la vie dans laquelle ils nous ont jetés. Que cette politique cruelle, injuste et criminelle soit adoptée par ceux qui gouvernent et détiennent le pouvoir n'est rien d'autre qu'une conséquence de la lutte des classes, dans laquelle, peut-être, le monde de la majorité défavorisée, dont nous faisons partie, est habitué à « regarder d'un autre côté » quand il s'agit de la réduction ou du démantèlement des services publics et des services essentiels pour le bien commun. Quelques milliers de personnes des quartiers périphériques – ces pestiférés, séparés administrativement du centre de la bourgeoisie et des « gens de bien » – ont décidé de ne pas être de la « chair à canon » et protestent, se mobilisent et se battent pour faire admettre que l'économie et la belle vie pour toutes et tous ne peuvent être pillées, usurpées et volées par des élites et des puissants, avec ou sans nom composé. Il faut plus, beaucoup

plus de rébellion et de désobéissance, si nous voulons défendre la vie et les droits essentiels pour tous.

## NOTES

1) Les mesures sanitaires nécessaires pour protéger la population, et pas seulement les plus vulnérables, telles que la médicalisation des résidences, les tests de détection précoce pour prévenir la transmission, le renforcement des soins primaires avec l'embauche nécessaire du personnel sanitaire et auxiliaire ; l'embauche d'enseignants et de personnels de santé pour l'enseignement, l'adaptation des espaces et des horaires ; le renforcement des transports publics collectifs ; horaires flexibles dans tous les centres de production, de distribution et de services, n'ont pas été appliquées, ni ne seront appliquées en temps voulu...

2) Le secteur de l'hôtellerie, du tourisme et des services fermera définitivement un établissement sur trois (bars, petites auberges, hôtels, etc.) et leurs effectifs (majoritairement en chômage partiel ou simplement sans emploi) seront licenciés. D'autres secteurs, tel le secteur automobile, compte tenu de la baisse de plus de 40 % de la vente de véhicules thermiques, et le secteur aéronautique passeront du chômage partiel actuel aux licenciements.

3) Les bénéfices des entreprises avec en particulier ceux des grandes entreprises et aussi, bien sûr, celles de l'IBEX35\*, ont dépassé les profits succulents, qui se comptaient en milliards de dollars, qu'ils obtenaient pendant l'âge d'or du capitalisme de la brique et de la spéculation financière. L'injustice sociale, ou, plus nettement dit, « le vol et le pillage légal du système fiscal », permet au patronat ainsi qu'au capital d'échapper à la contribution au fonds commun : Le volume des bénéfices des grandes entreprises pour l'année 2017 – avec un impôt nominal de 25 % et un effectif de 6,14 % –, s'élevait à 217 563 millions d'euros, soit pratiquement le même

que lors de la meilleure année 2007, avant « l'arnaque », qui s'élevait à 218019 millions d'euros. ■

4) Les entreprises de l'IBEX35 – capitaux étrangers et fonds souverains ou simplement spéculatifs – dominant et sont propriétaires de tous les biens essentiels à la vie : eau, gaz, électricité, transports, télécommunications, infrastructures, finance, alimentation, etc., et en

même temps elles suggèrent, dictent ce qui doit ou ne doit pas être fait et ce qui est bon ou ce qui est mauvais pour les « gens », selon des critères économiques rationnels.

*Desiderio Martín Corral, militant socialiste depuis les années 1970. Travailleur employé comme opérateur dans une multinationale de l'énergie depuis 1976, est syndicaliste et représentant des travailleurs de la multina-*

*tionale depuis 1978. Chef du Bureau d'études confédérales de la CGT depuis 2002 et du Secrétariat de la formation et Santé du Secrétariat Permanent de la CGT Confédérale à l'heure actuelle.*

*\*L'Ibex 35 est le principal indice boursier de la Bourse de Madrid élaboré par Bolsas y Mercados*

*Rojo y Negro d'octobre 2020, écrit par Desiderio Martín Corral*

## Nous avons mis en œuvre ce que ne connaissent pas les riches : LA SOLIDARITE

Ce matin du 9 février, une délégation de l'Union syndicale des retraités CGT de la Haute-Vienne s'est rendue au siège du Secours populaire français, rue Fulton à Limoges (zone industrielle Nord), afin de rencontrer son secrétaire général, Thierry Mazabraud, pour lui remettre un chèque de 500€. La justification de cette démarche, combien importante aux yeux des syndicalistes CGT, est d'apporter une aide, minime certes, au vu des besoins, mais « c'est avec les petits ruisseaux qu'on fait les grandes rivières », nous a dit Thierry, en remerciant chaleureusement notre organisation de ce geste qu'il a beaucoup apprécié.

En effet, en ce début de la deuxième année de la Covid-19, les besoins sont immenses, la précarité s'accroît dans tous les milieux. Au cours de la visite que nous avons faite des locaux du SPF, nous avons pu voir le va-et-vient des bénévoles dans leurs diverses activités, qui vont du tri et rangement des vêtements à la préparation des sacs alimentaires pour les étudiants, le rangement et la conservation des denrées collectées en grande quantité et de toute provenance (grandes surfaces, agriculteurs, etc.) pour aider des familles à s'alimenter, la manutention et l'entretien des meubles, issus des dons, en vue de diverses ventes.

Effectivement, si l'USR 87 est plus souvent dans la revendication sous toutes ses formes pour dénoncer et

infléchir le sort que réservent les puissants aux classes laborieuses, il n'en prévaut pas moins, au sein de notre organisation, une idée de solidarité qui se manifeste auprès de ceux qui souffrent, encore plus en cette période de pandémie, solidarité affirmée aussi lors de longues luttes (participation à la cagnotte nationale de la CGT, aide aux cheminots de Limoges en 2019).

Cette année le bureau puis la CE de l'USR 87 se sont émus des difficultés de plus en plus grandes des moins bien lotis dans notre société, et, constatant l'accroissement des demandes d'aide auprès des organisations caritatives, quoi de plus normal que ce geste de solidarité.

Tout naturellement, un don s'est imposé à la première de ces organisations, issue de la lutte des mineurs du Nord, quand les mères de familles faisaient la soupe populaire à ces forçats du travail en grève et pour qui les capitalistes de l'époque n'avaient pas plus de considération que ceux de nos jours, les tenants du CAC 40, pour qui la solidarité s'arrête à leurs privilèges. Nous savons bien que ce n'est pas de ces gens-là, qui recueillent des dividendes de façon éhontée auprès des grandes entreprises, qu'il faut attendre un brin d'humanité.

Jean-Pierre Duché,  
trésorier de l'USR 87



Sur la photo : de droite à gauche on reconnaît Françoise Diet-Escarfail, Pierre Chazelas, Thierry Mazabraud, Jean-Pierre Duché, Christian Auroy, Bernard Valadas, Marc Vergne

# Petits salaires, gros profits

Communiste hebdo (7/01/21)

**Les événements sanitaires ou autres sont utilisés pour éviter la réflexion...**

**Pandémie ou pas, terrorisme ou pas, réchauffement climatique ou pas, le capital poursuit son but : accumuler du profit.**

Les événements sanitaires ou autres sont utilisés pour éviter la réflexion, masquer la responsabilité du capital et du pouvoir sur la situation. La propagande capitaliste joue le rôle qui lui est dévolu : il n'y a pas d'autres solutions en dehors de la société que le capital propose. **La bataille idéologique vise à entraîner toutes les forces sociales à sa gestion, au développement capitaliste de la société.** Mais la lutte des classes est incontournable, même pour ceux qui tentent de la nier, les réalités vécues par les peuples, que ce soit en France, en Europe et dans le monde, résultent d'une même origine et d'une même logique : la domination capitaliste. Le gouvernement s'inscrit dans la poursuite et l'amplification des politiques d'hier : il abaisse le coût du travail réclamé par le patronat ; il confirme l'austérité salariale dans le public comme dans le privé ; il baisse les rémunérations des salariés en baissant le salaire socialisé ; il transfère une nouvelle part du financement de la Sécurité sociale sur la fiscalité, cela va se traduire pour les salariés par moins de Sécurité sociale, de protection sociale et plus de dépenses pour répondre aux besoins en matière de santé, de famille, de retraite. C'est une nouvelle machine infernale contre la Sécurité sociale, avec l'exonération totale de cotisations sur le Smic c'est la « **smicardisation** » du travail et des travailleurs, avec des salaires tirés vers le bas. Notre Comité national a souligné les effets de l'affrontement de classes actuel : d'un côté des peuples qui souffrent, de l'autre des profits considérables. **La France n'est pas en dehors de cette logique capitaliste, nous le démontrons chaque semaine par nos écrits publiés sur notre site. Plus de 300 articles depuis notre dernier congrès.** La question des salaires dans cette démonstration est primordiale, elle a fait l'objet d'un article, que nous avons publié en janvier 2020 (hebdo 648), où nous avons souligné l'importance de l'augmentation des salaires pour les travailleurs eux-mêmes, mais aussi pour la société tout entière. Il nous semble important de revenir sur cette question après l'annonce du gouvernement concernant « l'augmentation » en trompe l'œil du Smic. Le gouvernement actuel comme ses prédécesseurs s'oppose à toute augmentation du Smic (depuis 2012). La prétendue « augmentation » annoncée au 1<sup>er</sup> janvier 2021 n'est que l'application stricte de la loi qui oblige son évolution en fonction de l'inflation. Ce n'est qu'un rattrapage, appliqué avec retard, de l'inflation sur l'année écoulée. Il ne s'agit donc que d'une remise à niveau du salaire minimum, alors que l'augmentation des prix (selon l'Insee) a dû être supportée par les travailleurs

payés au Smic toute l'année. **Cette loi est attaquée par les patrons et les pouvoirs en place depuis son origine.** Les luttes massives de 1968 ont arraché une augmentation de 35 % du Smig, à l'époque salaire minimum interprofessionnel garanti. L'échelle mobile des salaires obtenue par les luttes antérieures assurait le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs, elle permettait la remise à niveau des salaires aussitôt qu'un plafond d'inflation était atteint, elle impactait les salaires au-dessus du Smig, garantissant la reconnaissance des qualifications. Dans certaines branches, cette remise à niveau pouvait être mensuelle, trimestrielle ou semestrielle avec à la fin de l'année un rattrapage définitif. C'est la différence importante avec la loi actuelle. Il y a bien longtemps que cette disposition a été supprimée, dès 1982, soit un an après son élection, le gouvernement d'union de la « **gauche** » faisait allégeance au patronat avec, entre autres mesures d'austérité, le blocage des salaires ainsi que la suppression de l'échelle mobile. Après les acquis de 1968, le capital reprenait l'offensive, le gouvernement Mitterrand à son service, les organisations syndicales tétanisées par « *l'état de grâce* » et leur responsabilité dans l'élection d'un gouvernement de collaboration de classe, ont laissé faire. Aujourd'hui, plus personne ne semble intéressé par la question de l'échelle mobile des salaires, pire, le salaire n'est plus la question centrale des revendications des confédérations syndicales. Il n'y a que les travailleurs dans les entreprises, qui, devant les difficultés de la vie, font face à la pression patronale, aux chantages ignobles à l'emploi et autres menaces, qui se battent pour des augmentations de salaire. **Le salaire dans le système capitaliste, c'est le diktat d'un patron pour acheter la force de travail (intellectuel, manuel, physique) d'un salarié au moindre prix.** Cette force de travail devient une marchandise mise en concurrence avec celle d'autres salariés. Elle devient source de profits, elle est utilisée dans tous les secteurs de la société, le capital cherche à ce qu'elle soit le plus élevée possible au prix le plus bas possible. Le patron décide seul du paiement de la force de travail que le salarié lui vend. Il n'accorde au salarié que le minimum pour vivre, et poursuit ainsi son exploitation. On voit toute la nécessité du salarié à s'organiser dans l'entreprise pour ne pas être seul face à ce chantage permanent imposé par le patronat. **Le travail est devenu un « marché » que le patronat exploite.** L'exemple le plus significatif est l'existence de Pôle Emploi, anciennement Agence nationale pour l'emploi (créée en 1967), dont le but est d'offrir au patronat un marché sur lequel il choisit les travailleurs les

mieux formés, pour les exploiter au moindre prix. La force de travail est une marchandise que le salarié vend au patronat pour vivre, Pôle Emploi est une structure d'État qui sert à imposer aux salariés privés d'emploi de mieux se vendre et d'accepter les exigences des patrons quels que soient les niveaux de formation et de compétences. L'objectif du « marché » organisé du travail au travers d'une structure d'État comme Pôle Emploi est de répondre au capital dans sa recherche de profits. Le salarié est culpabilisé au travers de sa recherche d'emploi, on lui apprend à mieux se « vendre », à être disponible, flexible, à accepter la précarité que ce soit dans son travail ou dans sa rémunération. Cette « réserve » entretenue de privés d'emploi constitue le « marché » où viennent se servir les patrons qui puisent comme ils l'entendent la main-d'œuvre dont ils ont besoin. Il existe aujourd'hui un marché d'emplois clandestins exploitant les travailleurs sans papiers qui ne disposent d'aucune protection dans des secteurs comme le BTP, la restauration, le textile, l'hôtellerie... Le capital, propriétaire des moyens de production décide seul comment et à quel niveau il achète la force de travail des salariés qu'il exploite. Il est évident que dans une société débarrassée du capital, le salaire aurait une toute autre signification. **Le salaire, moteur du progrès social, de la satisfaction des besoins du peuple.** Le capital n'a pas pour but de répondre à cette question, le profit est son seul but, il cherche au travers de l'exploitation du travail à l'augmenter sans cesse. « *Le coût du travail* », cette litanie sans cesse répétée consiste à baisser les salaires versés et à diminuer la part de financement de la solidarité nationale, prise sur les richesses créées. C'est ainsi que les exonérations de cotisations sociales et fiscales ne cessent d'augmenter ce qui a pour effet de gonfler considérablement les profits et de diminuer les moyens de financements sociaux dont la société a besoin. C'est ainsi qu'en 2021, le financement de la Sécurité sociale reposera à 50 % sur l'impôt, ce qui représentera une part majoritaire du financement de la branche maladie et de la totalité du financement de l'autonomie. Ce financement toujours plus grand par l'impôt aboutit à l'étatisation de la Sécurité sociale et derrière l'étatisation, c'est l'ouverture au capital, aux assurances privées. **Les cotisations sociales constituent du salaire non versé aux salariés. Ce salaire non versé est le moteur du progrès social. Les contributions fiscales sont comme les cotisations sociales prélevées sur les richesses créées par le travail et financent principalement les investissements nationaux et aussi territoriaux.** Quand le salaire diminue comme c'est le cas depuis des années, la société souffre, les besoins sociaux ne sont plus satisfaits. Il suffit d'observer la situation d'aujourd'hui, les exonérations fiscales et sociales atteignent 270 milliards d'euros chaque année (plus de la moitié du budget national), et elles sont en constante évolution. Les conséquences : c'est la casse de la Sécurité sociale, de l'hôpital public, du système de santé, de l'ensemble de la protection sociale, de la recherche publique, et

cela va bien au-delà des questions santé. C'est toute la société, son développement qui dépend de la masse des salaires versés. Plus cette masse augmente et plus la part socialisée est importante et constitue des moyens de financement essentiel pour le progrès social en matière d'enseignement, de développement industriel dans tous les secteurs, à une unique condition : supprimer l'emprise capitaliste sur la société, la remplacer par une économie sociale où le travail est la source de développement et de réponse aux besoins. **Ne pas confondre salaire et pouvoir d'achat.** Le pouvoir actuel, comme les autres, développe l'idée que le pouvoir d'achat augmente au travers de manipulations consistant à supprimer la part de salaire socialisé pour le remplacer par la rémunération individuelle et aléatoire liée aux résultats de l'entreprise. Le salarié devient ainsi le cogérant des profits réalisés par son travail, plus il est exploité et plus le patronat lui fait croire qu'il va en profiter. Cette cogestion capitaliste se développe au travers du salaire « *au mérite* » avec des accords de participation, d'intéressement, d'épargne entreprise, de primes diverses, tous ces systèmes sont exonérés de cotisations sociales. Les multinationales rivalisent d'accords de ce genre, car leur but est de poursuivre, de rechercher sans cesse des profits nouveaux, intégrer les salariés à leur propre exploitation est le moyen idéologique pour y parvenir. Autre manipulation : au travers de la baisse des impôts sur le revenu et des taxes qui seraient une hausse du pouvoir d'achat, mais il n'est pas dit que ces baisses d'impôts ou de taxes ont des conséquences catastrophiques dans les collectivités territoriales avec la baisse des investissements, la suppression d'emplois publics, la destruction des services publics transmis au privé par l'intermédiaire de « *délégations de services* » et aussi par la création de « *maisons de services* » antinomique du service public. Cette « *hausse du pouvoir d'achat* » est un faux-semblant, une tromperie utilisée pour poursuivre la transformation de la société entièrement tournée vers les objectifs capitalistes, une société individualiste où chacun se débrouille selon ses moyens, ou la pauvreté, la misère, la précarité se développe, où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits. **Il faut augmenter les salaires, tout de suite, pour répondre aux besoins individuels et collectifs.** 2500 milliards de richesses sont produites chaque année (PIB), ses richesses sont toutes au service du capital qui les accapare pour développer le profit, alors que la société a besoin de développement dans tous les secteurs. Santé, éducation, recherche, industrie demandent des investissements considérables pour répondre aux besoins, les richesses créées par le travail doivent y contribuer. Plus la masse des salaires est importante et plus les moyens augmentent pour financer une société de progrès au travers de la part socialisée tirée du travail. **La DARES** (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) organisme public, indique dans sa dernière étude que les Français situent à 1765 € le salaire mensuel minimum pour vivre. Il s'agit là du salaire perçu, si on ajoute la part ➤

**Les cotisations sociales constituent du salaire non versé aux salariés.**

**Ce salaire non versé est le moteur du progrès social.**

COVID ET PLAN DE FILIÈRE : LE PATRONAT NE CHANGE PAS ?!... NOUS NON PLUS !!



de salaire socialisé, cela représente plus de 2100 € par mois (brut). Toutes les enquêtes vont dans le même sens alors que le SMIC est bloqué, ainsi que les salaires et pensions depuis des années, tout démontre que les conséquences de cette politique aggravent considérablement les difficultés de vie courante, mais également l'économie réelle. Il est donc indispensable d'augmenter fortement les salaires pour permettre au peuple de vivre et pour développer une société de progrès économique et social. La baisse des salaires, des pensions, des acquis sociaux, la mise en concurrence des salariés entre eux, c'est plus de profits pour les entreprises, c'est le but du capital. **Petit salaires, gros profits c'est la règle dans une société dominée par les multinationales.** La masse des salaires en France a été multipliée par 3,6 depuis 1980 (l'austérité du gouvernement Mitterrand a bloqué les salaires en 1983), les dividendes des actionnaires ont été multipliés par 20 dans la même période. **La crise sanitaire quelle aubaine...** Les entreprises du CAC 40 qui ont reçu des aides publiques et qui en reçoivent encore davantage pendant la crise sanitaire ont déjà versé plus de 30 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Et pourtant, ces entreprises multiplient les annonces de suppressions d'emplois, décidées bien avant la crise sanitaire. La rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 s'élève à 5,5 millions d'euros annuels (2019), les effectifs de leurs entreprises continuent de baisser. Alors que les dividendes versés depuis 2000 ont été multipliés par quatre, les effectifs ont baissé de 12%. Ces montagnes de profits capitalistes ne sont pas spécifiques à la France. Jeff Bezos (Amazon États-Unis) gagne 716000 € toutes les cinq secondes, il possède 185 milliards de dollars de fortune personnelle, les profits d'Amazon ont augmentés de 30,6% depuis l'épidémie, le Chiffre d'affaires s'élève à 147,6 milliards. Il devance Bernard Arnault (LVMH) dont la fortune s'élève à 111 milliards de dollars, L.Bettencourt 76 milliards, Xavier Niel (Téléphonie) et Alain Mérieux (Pharmacie) qui ont vu leur fortune augmenter de 50%. Le directeur du laboratoire Moderna a multiplié par 6 sa fortune personnelle (3,5 milliards de dollars). Les milliardaires

français ont augmenté leur patrimoine de 20% en 2020. On saisit mieux au travers de ces exemples pourquoi les patrons veulent baisser le « coût du travail », ça leur rapporte beaucoup. Les profits boursiers ont augmenté de 20% au mois de novembre, Pendant ce temps le CAC40 lui a gagné 1000 points en trois semaines, ce sont les meilleurs résultats depuis la création du CAC40. Comme le note le journal « les Échos » : « **Partout dans le monde, les entreprises débordent de cash (argent disponible)** ». Selon l'agence Bloomberg (Agence de presse américaine du groupe Bloomberg LP, spécialisée dans l'économie et la finance.), les 3000 plus grandes entreprises cotées en bourse dans le monde ont vu leur trésorerie passer de 5700 milliards de dollars en 2019 à 7600 milliards en 2020. Et pendant ce temps le monde compte 90 millions de personnes de plus en extrême pauvreté. La fortune des milliardaires elle a augmenté de 14% en Europe, 25% en Amérique du Nord, 50% en Asie. Ces fontaines d'argent sont le résultat de l'exploitation capitaliste, d'un système nuisible au service d'une minorité qui fait croire à la terre entière que c'est le seul système possible, qu'il n'y a pas d'autre issue pour y échapper. **Pour supprimer tout cela, la lutte politique, économique et sociale contre le capital s'impose**, c'est la seule voie crédible pour que la société réponde aux exigences sociales. Une société où le salaire ne sera plus une marchandise, mais un facteur essentiel de développement économique et social, où le travail ne sera plus source de profit, mais moteur d'une société répondant aux besoins du peuple. Pour cela, il faut abattre le capitalisme et construire une société socialiste. Le salaire, le SMIC doit être une bataille de tous les jours. Ainsi naîtrait une autre logique économique qui exclut le capital, et qui a comme finalité la réponse aux besoins des hommes. La seule augmentation qui compte, c'est une très forte revalorisation du travail des salariés, c'est celle du salaire brut. Mais il y a une condition essentielle, car il ne s'agit pas de claquer des doigts pour y parvenir, il faut engager la lutte politique pour supprimer tous les pouvoirs dont le capital s'est accaparé. Cela pose la question de l'implantation de communistes sur les lieux de travail et de vie, pour le développement et l'élévation du niveau de conscience de classe, le renforcement, l'amplification des luttes. *En finir avec un SMIC qui s'effondre, l'emploi qui recule, la Sécurité sociale et les retraites sabordées, les licenciements, la précarité, le chômage... tout se mène à l'entreprise, sur le lieu de travail, lieu d'exploitation.*

**Il est possible d'augmenter les salaires, retraites, indemnités immédiatement. L'argent existe pour répondre tout de suite à l'augmentation du SMIC, il suffit de prendre les profits faramineux des entreprises, les milliards versés aux actionnaires, les salaires scandaleux des patrons des multinationales. Il faut avoir la volonté de s'attaquer aux puissances capitalistes qui nous gouvernent, cette volonté, nous l'avons, partagez-la avec nous. ■**

### Un plan de relance du pouvoir d'achat

Alors que le redémarrage de notre économie exige une augmentation du pouvoir d'achat des salariés comme des retraités, le gouvernement annonce pour 2021 une revalorisation du SMIC en dessous de 1%. Ce faisant, il prive la Sécurité sociale de ressources supplémentaires pour financer la protection sociale et les retraites. Les pensions ne seront augmentées que de 0,4% après des années de blocage. Or, de nombreux retraités ont des pensions mensuelles égales ou inférieures à 1000 euros et sont contraints à de grandes privations pour boucler leurs fins de mois.

# QUE CRÈVE LE CAPITALISME<sup>(1)</sup> « ce sera lui ou nous »

Présenté par Pierre NOUZAREDE



Le titre du dernier livre d'Hervé Kempf nomme on ne peut plus explicitement la nature du défi posé à l'humanité face aux urgences climatiques et sociales. La trajectoire des plus percutantes qu'il emprunte mérite l'intérêt de toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur notre capacité à anticiper afin d'influer positivement sur l'évolution de notre environnement.

Pour rester dans le cadre de nos préoccupations syndicales, il est intéressant de se pencher sur les rapports entre luttes du monde du travail et écologie. Pendant des longs temps ces cheminements paraissaient, sinon étrangers l'un à l'autre, du moins sans convergence nécessaire.

Les choses changent, et c'est tant mieux. Mais le temps presse. Les signaux de dégradation rapide de notre environnement se multiplient. Et c'est bien le système capitaliste qui se trouve mis en accusation face à ce constat. Un système qui a formaté la société humaine, le monde du travail selon un mode de vie économiquement compatible avec l'objectif central du profit. La croissance économique n'ayant pour mobile que cet objectif.

La domination économique et politique qu'exerce le capital conduit à façonner un mode de vie prédateur vis-à-vis de l'environnement, au détriment des individus et des peuples. Ce mode de développement s'est imposé comme une sorte de réponse aux besoins par défaut. Un mode consumériste qui est présenté comme la référence du bien-être, aujourd'hui profondément ancrée dans les consciences.

Certes les luttes, tout au long de ce développement, ont permis d'arracher des avancées sociales, mais celles-ci demeurent toujours sujettes à remises en cause en fonction des rapports de force entre détenteurs et producteurs de richesses. Outre la nécessité de ne pas céder à cette volonté de remises en cause, il est nécessaire de s'interroger sur la société à construire pour dépasser le système actuel.

## Démystifier le consumérisme et proposer des conditions d'épanouissement de chaque individu

N'est-il pas temps de revisiter la nature des besoins au-delà de fondements toujours actuels : emplois, salaires, protection sociale vue dans son ensemble ?

Si oui, cela nécessite alors de provoquer le débat avec les travailleurs pour aboutir à d'autres possibilités de développement humain solidaire, en harmonie avec le monde animal, végétal, etc.

Besoin, aussi, de revisiter la place et l'accès de tous les individus à la culture comme facteur central d'épanouissement.

Ce qui caractérise le capitalisme, outre sa recherche effrénée du profit, c'est bien la marchandisation de tout ce qui fait la vie et l'activité humaines par l'exploitation du travail. Or cette marchandisation, tant particulière que globale, conduit aux plus graves périls économiques et environnementaux. Par exemple, il est maintenant reconnu que l'apparition de nouvelles pandémies, comme celle de la Covid, trouve son origine dans l'intensification de l'exploitation des milieux naturels. Pandémie dont les effets sur l'activité économique sont dévastateurs.

## Le système capitaliste hypothèque la planète

La perte de biodiversité – on parle de sixième extinction –

avec la raréfaction des ressources impose tout de suite d'autres choix. En effet, le temps nous est compté. L'accord de Paris a fixé à 1,5 °C la limite du réchauffement moyen, par rapport au début de l'ère industrielle, pour préserver globalement les conditions climatiques humainement viables. Or les émissions actuelles de gaz à effet de serre nous conduisent bien au-delà de 2 à 3 °C, **c'est-à-dire à des niveaux où l'existence de l'humanité serait gravement mise en cause.**

Certes ces menaces ne se manifesteront pas de façon identique selon les pays, les latitudes et selon qu'on sera riche ou pauvre. Déjà nous voyons les millions de réfugiés contraints de quitter leurs terres, leur pays, fuir des conditions climatiques et/ou des pénuries extrêmes. Contraints également par les conflits en relation avec les dégradations des conditions de vie, la perte de ressources agricoles, les difficultés d'accès à l'eau. Des conflits encore autour de l'accaparement des ressources des sous-sols. Il est à craindre que ces conflits se multiplient et dégénèrent et ne soient pas seulement l'apanage de régions éloignées. La lutte pour la paix et le désarmement est partie prenante de celle pour l'amélioration des conditions de vie.

**Si le syndicalisme tel que nous le concevons doit s'attacher à la défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs, il se doit d'intervenir plus résolument pour contribuer aux conditions optimales de leur cadre de vie, celles d'aujourd'hui comme pour les générations futures.**

Il est clair que, déjà, nos enfants, petits-enfants et, à fortiori, les générations futures vont être sérieusement impactés par les effets des changements climatiques.

Tout faire pour juguler l'emballement climatique rend indispensable de définir dès aujourd'hui les conditions de justice sociale indispensables pour répartir les richesses accumulées et tout de suite disponibles, pour les orienter vers les besoins urgents et éradiquer la pauvreté, restaurer en l'améliorant l'ensemble du système de protection sociale, solidaire.

**Il est urgent de réduire drastiquement le temps de travail, sans perte de salaire, et de créer des masses considérables d'emplois pour répondre aux besoins d'une société plus solidaire, plus économe en énergie et à la recherche de modes de vie plus épanouissants.**

C'est maintenant que doivent se préparer ces changements, qu'il nous faut imaginer et mettre en œuvre des stratégies industrielles nouvelles. Saint-Just disait « le bonheur est une idée neuve ». Une exigence révolutionnaire donc mais qu'il reste toujours à mieux définir et à mettre en œuvre.

**Du pain sur la planche pour l'action syndicale, retraités inclus, en coopération avec toutes les forces disponibles pour ces combats en contribuant aussi à stimuler le mouvement solidaire des peuples.**

**La lutte des classes n'est pas morte elle reste le moteur pour avancer dans la voie de l'émancipation du système capitaliste prédateur qui entraîne l'Humanité dans une voie sans issue.**

(1) Hervé Kempf « Que Crève le capitalisme »  
Edition du Seuil. 14,50 €



# « L'ACCORD » ÉCONOMIQUE DE L'U.E. A 540 MILLIARDS : C'EST UNE ARNAQUE !

(10 avril 2020)

Les médias mainstream avaient bien fait leur boulot de fabrication du consentement, en organisant un faux débat : pour sauver l'Europe, pour ou contre les coronabonds\* ?

Ces derniers, refusés par l'Allemagne donc non retenus, n'auraient rien changé : il s'agissait simplement de titres de dette, garantis en dernier ressort par les contribuables, donc, non ponctionnés sur les bénéficiaires de la sphère financière. Autrement dit, avec les coronabonds, on aurait eu une hausse de la dette, et les réformes austéritaires classiques : baisse des dépenses publiques, de la protection sociale (appelée **coût du travail**), hausse des aides aux entreprises, etc.

Pour autant, le contenu de l'accord trouvé le 9 avril 2020, par les gouvernements tous capitalistes de l'Eurozone, n'est pas mieux ! Il s'agit de débloquer 540 milliards, une somme énorme. Au-delà des déclarations de Angela Merkel, relayées avec zèle par les entreprises de médiation, sur le « sauvetage » de l'Europe que constitue cet accord, on peut constater :

- 1 - Tout d'abord cet accord ne concerne que les entreprises, absolument pas les États, ni les systèmes publics de santé ou de protection sociale des travailleurs.
- 2 - Quand les urgentistes et les personnels hospitaliers font grève durant 20 mois pour revendiquer encore plus de moyens c'est NIET. Mais quand les banques et les multinationales lèvent le petit doigt pour exiger une garantie sur les marges, on trouve des centaines de milliards en quelques heures !
- 3 - De l'aveu même des médias, l'accord est avant tout destiné à rassurer les marchés financiers.

Le dispositif retenu est identique à toutes les « recettes » capitalistes mises en place par le passé, mais avec leurs terribles conséquences : financement par la dette et les marchés, austérité qui va perdurer et se renforcer. Sans compter qu'une partie importante de ces 540 milliards vont directement alimenter la bulle financière (mafia comprise), sans aucun impact sur la production et l'économie réelle.

Autrement dit, on compte sortir de la crise financière comme on est sorti des précédentes : en espérant que les choses redeviennent comme avant. Sauf que :

- 1 - Ça n'arrive jamais et ;
- 2 - « Comme avant », ça signifie retraite par points pour les vieux, précarité pour les jeunes, services publics dévastés, chômage de masse pour tout le monde.

Pour sauver le capitalisme, les gouvernements sont d'accord. Mais pour se répartir les masques ou le matériel médical, c'est chacun pour soi ! L'Allemagne a interdit toute exportation de matériel médical dès le début de la crise, même vers ses « partenaires », alors que les Chinois, les Cubains, les Vénézuéliens, les Russes, ont aussitôt proposé leur aide.

**L'UNION EUROPÉENNE = L'EUROPE DES PATRONS A VÉCU !**

Il nous faut construire un projet politique totalement inverse, où les milliards sont destinés, non pas à maintenir un niveau de dividendes, mais à fabriquer des masques et des vaccins, à investir dans des médicaments utiles et non rentables, à apporter la solidarité à ceux qui en ont besoin, en faisant payer ceux qui en ont les moyens !

Nous n'avons jamais été plus proches d'une dictature politique. La situation cataclysmique que vivent les travailleurs en France et dans le monde n'est pas la marque d'une incompétence, mais le résultat de choix politiques délibérés et assumés.

Comme juste après la crise de 2008, nous en sommes au temps des discours, la main sur le cœur. Et dans quelques semaines, il y aura la réalité !

Pour éviter une régression sociale et politique sans précédent, il va falloir autre chose qu'une pétition pour réclamer, à ceux qui nous ont mis dans cette situation, un « autre » « jour d'après » !

**Les travailleurs doivent enfin prendre leur destin en main.**

Sans cet objectif, on peut s'attendre à des lendemains difficiles !

**PRENONS NOTRE DESTIN EN MAIN !**

\* Les coronabonds sont la contraction des mots coronavirus et eurobonds, le mot anglais pour euro-obligations. Les euro-obligations sont des emprunts émis en commun par les pays de la zone euro sur les marchés financiers. Concrètement, les eurobonds consistent à mutualiser, à l'échelle européenne, la dette des pays de la zone euro. Les pays émettent ensemble des obligations sur les marchés financiers. Ceux qui versent habituellement les taux d'intérêt les plus élevés peuvent ainsi bénéficier des taux plus bas des pays plus solides. ■



# Dette de la Sécurité sociale : un épouvantail à mettre au rancart !

Publié le 23 novembre 2020

**L**e projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS 2021) prévoit un déficit de 49 milliards d'euros pour l'année 2020. Ces chiffres sont impressionnants, le patronat et les libéraux les brandissent déjà pour justifier des coupes claires dans notre système. Cet épouvantail de la dette sert à faire peur. Il est important de le déconstruire pour renforcer la confiance des citoyens dans notre système de Sécurité sociale.

L'équilibre financier de la Sécurité sociale n'est pas une fin en soi, sa raison d'être est bien plus importante : la Sécurité sociale a été construite pour libérer les *travailleurs de l'angoisse du lendemain* (Ambroise Croizat) tout en ouvrant un espace de démocratie sociale dans lequel les représentants des travailleurs prennent part à la gestion d'une partie de la richesse qu'ils produisent (les cotisations sociales) et qui est mise en commun.

Elle a été fondée en 1945, alors même que le pays était ruiné par la guerre. En 1946, en pleine reconstruction, on faisait passer le nombre d'assurés de 14 millions à 20 millions, on revalorisait les prestations et on rendait plus généreuse l'ouverture de droits.

Tout cela fut possible parce que les travailleurs se sont battus, dans les conseils d'administration de la Sécu, pour bâtir un nouveau système, en particulier contre la volonté du patronat, affaibli par son comportement pendant l'occupation. Si les questions de coûts et d'équilibre avaient été mises en avant à l'époque, l'institution n'aurait jamais vu le jour !

**Si la Sécurité sociale n'a pas un problème de coût, aujourd'hui elle a un problème de financement**

Le résultat comptable de la Sécu dépend de ses dépenses, surtout de ses recettes. Ces dernières proviennent essentiellement des cotisations



sociales (le salaire socialisé), et donc dépendent du niveau de l'emploi et des salaires.

Cela implique d'abord que la Sécurité sociale est une institution procyclique : lorsque l'économie va bien, les comptes sont plutôt au vert, lorsqu'il y a une crise, comme aujourd'hui, son déficit explose. Les comptes de la Sécurité sociale dépendent donc des choix politiques réalisés par les gouvernements en matière économique. Les politiques libérales menant aux crises économiques, sociales et environnementales creusent de fait les comptes de la Sécu en augmentant ses dépenses et en réduisant ses recettes lorsque le chômage augmente.

Pendant la crise sanitaire que nous connaissons, la Sécurité sociale a rempli un rôle d'amortisseur social – c'est une bonne chose –, mais bien des dépenses auraient pu être évitées si les gouvernements successifs n'avaient pas cassé l'hôpital public. Mais, la Sécurité sociale a su faire face aux nombreuses autres crises et dispose des outils pour remettre ses comptes à l'équilibre.

Cela implique également que, si les besoins de financement augmentent, il faut augmenter les recettes, c'est-à-dire les cotisations sociales. Or, depuis les années 1990, les gouvernements successifs ont fait le choix politique de geler l'augmentation des cotisations sociales, jusqu'ici elles augmentaient au rythme des dépenses, ce qui avait permis d'améliorer de manière continue les prestations sociales. C'est de là que vient la dette de la Sécu.

De plus, ces gouvernements, au nom de l'emploi, n'ont cessé depuis 1993 de mettre en place des politiques d'exonération de cotisations sociales alors même que ces dernières n'ont jamais montré leur efficacité pour faire baisser le chômage. Ces exonérations représentent aujourd'hui 90

milliards d'euros (annexe 5 du PLFSS 2020), dont 5 milliards d'euros d'aides liées à la crise.

De même, plutôt que d'augmenter les salaires, les gouvernements ont encouragé depuis des années les politiques de primes et d'épargne salariale exemptées de cotisations sociales et créant encore un manque à gagner pour la Sécurité sociale. Le refus d'augmenter les cotisations sociales et l'encouragement des différentes exonérations et exemptions ont creusé le déficit, support des discours réformateurs, mais aussi de profits financiers.

L'État a créé en 1996 la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), financée par une contribution des salariés et retraités sur leur salaire (la CRDS), pour gérer la dette sur les marchés financiers.

Elle a ainsi, depuis 1996, remboursé 59,6 milliards d'euros de capital en versant 38,3 milliards d'euros d'intérêts et de commissions aux financiers, tant est si bien que le remboursement de la dette coûtera encore 16 milliards d'euros cette année aux travailleurs.

**Ce sont ces remboursements qui creusent aujourd'hui les déficits de la Sécu**

Avant la crise de la Covid-19, depuis 2014, mis à part le remboursement de la dette, la Sécu était excédentaire ! Elle n'a pas un problème de dette, encore moins de coûts : elle a un problème de financement issu de choix politiques menés par les gouvernements successifs !

La CGT revendique d'autres choix de financement de la Sécu en augmentant ses recettes pour améliorer les réponses aux besoins !

Pour cela, il faut supprimer les exonérations et les exemptions de cotisations sociales et il faut, au moment où les multinationales du CAC 40 manifestent leur volonté de reprendre la répartition de dividendes, mettre à contribution les revenus financiers des entreprises. ■



# La CGT décidée à vaincre HERCULE !

**Les instances représentatives des personnels d'EDF ont lancé une campagne de communication contre le projet Hercule, qui pourrait se traduire par une séparation du groupe en plusieurs entités. Objectif : élargir la mobilisation et inciter les Français à demander plus de transparence sur ce projet qui fait l'objet de négociations ardues entre le gouvernement et Bruxelles.**

Le projet « Hercule », inspiré par des banques d'affaires, ne s'inscrit absolument pas dans une logique d'intérêt général mais dans une logique strictement financière. Logique initiée avec la déréglementation imposée par l'Union européenne et conduite par les gouvernements successifs : la facture des usagers a flambé, les investissements nécessaires sur l'outil productif ne sont plus assurés, la péréquation tarifaire est menacée alors que c'est un élément essentiel à notre démocratie.

Nous exigeons que soit effectué le bilan financier, humain, écologique des directives de déréglementation du secteur de l'énergie.

À l'unisson de l'ensemble des fédérations du secteur de l'énergie et des personnels du groupe EDF, ainsi que de plusieurs confédérations, nous demandons au Président de la République de renoncer au projet « Hercule ».

Puisque l'avenir énergétique du pays est intimement lié à celui d'EDF, il nous paraît indispensable que son avenir et sa mobilisation au service des enjeux énergétiques et climatiques du pays fassent l'objet d'un véritable débat social et démocratique avec l'ensemble des citoyens : que l'on soit usager, salarié du secteur ou élu, l'énergie est notre bien commun !

Toutes et tous doivent se mobiliser avec l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques (aux niveaux national et local) pour la défense et le développement du service public et la promotion de ses valeurs.

Toutes et tous ont vocation à converger pour se mobiliser dans le cadre collectif créé ce jour : le collectif national « **Pour un véritable service public de l'énergie !** ».

Ce collectif a vocation à sensibiliser et mobiliser les usagers, les élus et les salariés du secteur en vue d'établir de fortes convergences.

La nécessaire transition énergétique et l'accès de tous à l'énergie imposent de structurer les services d'efficacité et de performances énergétiques permettant de gérer collectivement nos ressources dans le seul souci de l'intérêt général et de la réponse aux besoins de nos concitoyens.

Le débat public, que nous demandons, a vocation à dépasser le seul cadre du groupe EDF et à intégrer l'ensemble des filières du secteur de l'énergie, au-delà de la seule électricité, en vue de jeter les bases d'un véritable grand service public de l'énergie.

**Un service public de l'énergie répondant, notamment :**

- aux besoins de l'ensemble des

usagers, en premier lieu les plus précaires, et des territoires, compris les plus fragilisés ; le droit à l'énergie, droit fondamental et essentiel, doit devenir pleinement effectif pour toutes et tous, partout ; l'égalité de traitement des usagers, la péréquation tarifaire et la tarification réglementée doivent être pérennisées.

- aux défis de la précarité énergétique qui touche alors près de 5,5 millions de ménages (3 500 000 ménages qui déclarent souffrir du froid dans leur logement),

- aux besoins d'investissements considérables de l'indispensable transition énergétique mais aussi écologique,

- à la nécessité d'un développement durable : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable, respectueux de l'environnement, diversifier nos sources d'énergie en investissant dans la recherche et aussi le déploiement de l'énergie renouvelable, répondant aux enjeux du réchauffement climatique,

- aux attentes bien légitimes des personnels du secteur de l'énergie en matière de conditions de travail et d'exigence de qualité du service rendu aux usagers.

**Pour atteindre ces objectifs, il faut renoncer aux politiques strictement financières de libéralisation et de privatisation mais, au contraire, faire le choix d'une maîtrise publique complète du secteur de l'énergie. ■**

Depuis 2009, le prix de l'électricité a augmenté d'environ 50 %, selon l'Insee. Si le montant de la taxe CSPE\*, qui finance les surcoûts des énergies renouvelables, a quintuplé, c'est surtout la libéralisation du secteur énergétique qui a entraîné en France une hausse régulière des tarifs réglementés de vente (TRV), ceci afin de maintenir à flot les opérateurs privés. À l'opposé des promesses libérales de prix bas pour les ménages.

\* CSPE La contribution au service public de l'électricité (CSPE) est un prélèvement fiscal sur la consommation d'électricité en France, créé au début des années 2000. Il sert à dédommager les opérateurs des surcoûts engendrés par les obligations qui leur sont imposées par la loi sur le service public de l'électricité et vise à rendre ces obligations compatibles avec l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité.

# LE COMMUNISME À LA FRANÇAISE

PAR G. Konopnicki (Marianne n°1243 - 8 janvier 2021)



Vue générale de la salle

La fondation du PCF ne se résume pas au congrès de Tours, quand les communistes se séparent des socialistes.

L'aventure du Parti commence en 1921, avec la tentative de bolchevisation, et rebondit en 1934, quand le PCF renoue avec l'histoire de France.

Il n'est guère courant, lors de la scission d'un parti politique, de voir les majoritaires abandonner son nom aux minoritaires. Or, dès le lendemain du fameux congrès de Tours qui a ratifié, le 30 décembre 1920, l'adhésion du parti socialiste à la III<sup>e</sup> Internationale, la nouvelle direction s'exprime en tant que Section française de l'Internationale communiste. L'appellation Parti communiste, qui ne figure pas dans la résolution de Tours, s'impose à partir de janvier 1921 et devient officielle en décembre de la même année au congrès de Marseille, qui est donc le premier congrès du Parti communiste-SFIC. La rupture l'emporte sur la continuité. La SFIC récupère, bien sûr, les locaux de l'ancien parti, au cœur du quartier du Marais, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, mais elle laisse aux minoritaires le nom du parti socialiste, la « vieille maison », chère à Léon Blum. La seule bataille patrimoniale a pour enjeu la propriété du journal de Jean Jaurès, *l'Humanité*.

Les majoritaires ont deux hommes qui peuvent se prévaloir d'une légitimité, **Marcel Cachin**, auteur de la motion d'adhésion à l'Internationale

communiste, et **Daniel Renault**, qui se trouvait à la table de Jaurès, au Café du Croissant, lorsque le tribun socialiste fut abattu. Cependant, *l'Humanité* n'était pas une propriété du parti socialiste, mais une société, dont Jaurès avait confié les actions à **Zéphirin Camélinat**, ex-trésorier de la Commune de Paris, connu pour sa probité, car il avait refusé de détourner l'or de la Banque de France au profit des insurgés. Camélinat, considérant que la majorité s'était prononcée, remit à Cachin les actions de *l'Humanité*, qui, conformément aux principes bolcheviques, devint l'organe central de la SFIC.

L'Internationale communiste exige une réorganisation totale, elle veut un parti de fer, en rupture avec le parlementarisme bourgeois et avec la tradition de polémiques et de discussions sans fin de ce socialisme français que **Lénine** n'a jamais apprécié. L'exilé **Vladimir Ilitch Oulianov** a vécu quatre ans à Paris sans jamais rencontrer **Jaurès**, qu'il tenait pour un agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. À ses yeux, l'unité des socialistes français, réalisée en 1905, n'était que la capitulation des

révolutionnaires trahis par leur chef, **Jules Guesde**, qui avait accepté de s'unir avec le réformiste Jaurès.

Les socialistes français s'unissent au moment où Lénine s'attache à creuser la différence entre les deux factions du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), les révolutionnaires, majoritaires (en russe : bolcheviks) dans l'appareil, et les réformistes, minoritaires (mencheviks), qu'il n'a de cesse de pourfendre. C'est impardonnable.

Le Parti bolchevik, devenu Parti communiste de Russie, est au pouvoir depuis deux ans lorsqu'il fonde la III<sup>e</sup> Internationale, en mars 1919. Lénine et **Trotsky** ne sont guère pressés d'accueillir le parti socialiste français sur la base d'un vote majoritaire. Ils redoutent que cet apport massif n'altère le caractère révolutionnaire de l'Internationale communiste (IC). Ils posent des conditions dissuasives et prennent pour cible la principale figure de l'aile gauche de la SFIO, **Jean Longuet**. Petit-fils de Karl Marx, Longuet a accompagné Jaurès dans ses ultimes démarches de 1914 pour empêcher la guerre. Au lendemain de l'assassinat de Jaurès, il est le seul ►

député socialiste qui s'oppose encore à la guerre, et il ne vote la mobilisation que par discipline de groupe. Longuet a beau être le premier à saluer la révolution russe, puis à préconiser la fondation d'une nouvelle Internationale, il ne trouve pas grâce aux yeux de Lénine et de Trotski car il incarne le socialisme français. Curieusement, l'IC accueille favorablement les retournements de **Ludovic-Oscar Frossard** et de Marcel Cachin, tous deux fervents partisans de l'Union sacrée. À l'été 1920, quand ils se rendent en Russie soviétique pour demander les conditions d'adhésion à l'IC, Lénine leur lance : « *Les sociaux-démocrates comme vous, chez nous, on les fusille.* » Cachin et Frossard baissent les yeux et repartent avec les 21 conditions de l'IC, dictées par Trotski et Zinoviev. Pour empêcher Longuet de s'y rallier, Zinoviev en ajoute une vingt-deuxième : l'interdiction, pour un communiste, de fréquenter une loge maçonnique. Et comme ça ne suffit toujours pas à dissuader Longuet, il expédie, au beau milieu du congrès de Tours, un fameux télégramme refusant l'adhésion de tout agent de la bourgeoisie. Trotski lance : « *Marx n'est pas responsable pour ses petits-fils.* » Longuet est condamné à rester dans la vieille maison, dont il animera l'aile gauche. Cachin et Frossard triomphent, mais les dirigeants de l'Internationale communiste les doublent par des cadres plus clairement révolutionnaires, tels **Boris Souvarine** et **Fernand Loriot**, emprisonnés pour tentative de complot, jusqu'à leur acquittement en 1921.

En fondant l'Internationale communiste, Lénine et Trotski entendaient se doter d'une armée de prolétaires pour étendre la révolution à toute l'Europe. En dépit de l'échec de l'insurrection prolétarienne menée par **Karl Liebknecht** et **Rosa Luxemburg** en Allemagne, en janvier 1919, ils lancent, en juillet 1920, une offensive militaire à l'ouest, espérant une jonction avec une hypothétique révolution allemande. L'aventure tourne

court, l'Armée rouge rencontre bien un élan révolutionnaire, mais c'est celui des patriotes de **Pilsudski**, qui dirige le Parti Socialiste polonais. La défaite de **Toukhatchevski**, sur la Vistule, sonne le glas de la révolution mondiale. En France, avec le Parti communiste naissent des rêves révolutionnaires, misant sur une vague de grèves portée par la colère des millions d'ouvriers revenus de la guerre. Les grèves de 1919 tournent court elles aussi. Les syndicalistes révolutionnaires, menés par **Pierre Monatte**, participent à la fondation du Parti communiste, mais ils sont minoritaires dans la CGT. Ils répercutent dans les syndicats la division politique et fondent la CGTU, qui adhère à l'Internationale syndicale rouge, courroie de transmission de l'IC. Les dirigeants du Parti communiste sont à l'affût des étincelles révolutionnaires. La plus sérieuse, la vague de mutineries qui soulève, en 1919, la flotte française avant quelle s'engage en mer Noire contre les bolcheviks, est déjà éteinte. Le PC mène campagne pour la libération des mutins, il trouve parmi eux ses premiers héros, **André Marty** et



Les anciens mutins de la mer noire Charles Tillon, André Marty, Jean Le Ramey et Marcel Tondut lors de l'anniversaire de la révolution d'octobre, le 8 novembre 1949

**Charles Tillon**, mais les mutins sont amnistiés en 1922, à l'exception de Marty, qui sera libéré en 1923.

### Classe contre classe

En fait de vague révolutionnaire, la France a élu, en 1919, la Chambre bleu horizon, le Bloc national de Clemenceau remporte 412 sièges, le centre gauche, mené par **Aristide Briand**, en obtient 112, et les socialistes n'ont plus que 68 députés contre 108 en 1914. Sur ces 68 députés, 12

seulement choisissent, en 1920, le Parti communiste. Les minoritaires du congrès de Tours rassemblent la majorité des élus socialistes, les députés comme les maires et les conseillers généraux. Ils conserveront aussi, jusqu'en 1939, la majorité des électeurs ouvriers.

Chez les ouvriers, Jaurès l'emporte sur Lénine. Après quatre ans de guerre, les Français ne sont guère empressés de s'engager dans une révolution meurtrière. Les Années folles commencent, prenant à contre-pied les rêves rouges du tout jeune Parti communiste. L'Internationale communiste, qui ignore tout de cette France populaire, n'a de cesse d'exiger la bolchevisation du Parti. *Classe contre classe*, les communistes, qui refusent toute alliance avec les bourgeois et les sociaux-traîtres, se marginalisent rapidement. Aux élections législatives de 1924, le PC n'atteint pas un million de voix et se contente de 5,5 % des suffrages exprimés. Les dix premières années du PC sont marquées par les affrontements au sein de la direction, conséquence de la surenchère révolutionnaire et des luttes meurtrières qui opposent, en URSS, les héritiers de Lénine. Les directions se succèdent, les exclusions pleuvent. De 1921 à 1924, Trotski exerce une influence prépondérante sur l'IC, couramment nommée Komintern, et la foudre s'abat sur les tièdes qui ne suivent pas la ligne radicale du chef de l'Armée rouge. Le trotskisme devient un crime quand triomphe **Staline**, en 1927. Les dirigeants passent, le véritable patron du PC russe est **Dimitri Manouïlski**, chargé par le Komintern de contrôler la SFIC. Manouïlski prend le parti de Staline et se charge d'épurer le Parti. Il ne change rien à la tactique « classe contre classe » et, quand monte le fascisme, il inspire une ligne sectaire, considérant la social-démocratie comme l'ennemi principal et la traitant de social-fascisme.

Au-delà des multiples rebondissements des guerres internes au PC russe, quand l'arrivée au pouvoir d'**Adolf Hitler** représente une menace sérieuse pour l'URSS, l'IC mesure l'échec de la bolchevisation. La greffe du léninisme a réussi sur le Parti, elle est rejetée par le mouvement ouvrier,

qui demeure attaché au socialisme républicain. Chaperonné par un nouveau délégué de l'IC, **Eugen Fried**, **Maurice Thorez**, secrétaire général du PC à partir de 1930, va conduire la mutation. Stalinien pour les méthodes d'organisation, d'une fidélité sans faille envers l'Union soviétique, il ramène le Parti à la culture du mouvement ouvrier français. Cet enfant des corons, qui se fait appeler «  *fils du peuple*  », rompt en 1934 avec la tactique « classe contre classe » et prône l'unité avec les socialistes, traités, la veille encore, de fascistes. Et il appelle la classe ouvrière à reprendre l'héritage de la Révolution française.

### Facteur d'intégration

La culture communiste prend forme. Dans les meetings et les manifestations, le drapeau tricolore est associé au drapeau rouge. Maurice Thorez entonne lui-même la *Marseillaise*. On ne dit plus le PC, mais le **PCF**. Après les émeutes antirépublicaines de février 1934, il propose un pacte d'unité d'action à la SFIO. De ce

pacte naîtra le **Front populaire**, avec des accords de désistements réciproques, qui vont permettre aux communistes et aux socialistes de remporter les élections municipales de 1935. Dans la foulée, Maurice Thorez pousse les dirigeants de la CGTU à mettre fin à la division syndicale et lance un processus de réunification de la CGT qui sera achevé en mars 1936.

Le 14 juillet 1935, sur la place de la Bastille, une foule immense salue le serment du Front populaire. À la tribune, Maurice Thorez se tient aux côtés de **Léon Blum** et du radical **Édouard Daladier**. Dans les municipalités conquises et dans les quartiers ouvriers, le PCF organise désormais les bals du 14-Juillet. Maurice Thorez conduit une révolution culturelle qui ne se limite pas à la politique. Il invite les communistes à se saisir du patrimoine culturel de la France et lui-même s'emploie à séduire les artistes et les intellectuels. En 1937, il surprend en prononçant à la Sorbonne une conférence sur Descartes : «  *Le monde aime la France, parce qu'en elle il reconnaît Descartes et ceux qui*

*l'ont suivie.*  » L'effroyable épisode du pacte germano-soviétique interrompt cette politique, qui sera reprise et amplifiée dans la Résistance. «  *Mon parti m'a rendu les yeux et la mémoire*  », écrit **Aragon**, admirateur s'il en fut de Maurice Thorez.

La culture communiste, qui se constitue du Front populaire à la Libération, est, à tout point de vue, bipolaire. D'un côté, l'allégeance à l'URSS, qui inclut la diffusion de la culture soviétique officielle, soumise au réalisme socialiste. De l'autre, la valorisation de la culture française, passée et présente, avec, comme figures de proue, **Picasso** et **Aragon**. Les municipalités communistes et les syndicats CGT affrètent des autobus pour emmener les travailleurs au TNP, théâtres et centres culturels fleurissent dans les banlieues rouges. Le paradoxe du PCF fut d'être un parti stalinien dans son organisation, tout en portant une culture ouverte qui a profondément marqué la France populaire. La culture communiste était un facteur d'intégration, et sa disparition a contribué au désastre des quartiers populaires. ■ GK

## LE PCF, UN GRAND PARTI RÉFORMISTE FONDÉ POUR LA RÉVOLUTION

Les révolutionnaires de la SFIC qui, dès janvier 1921, au lendemain du congrès de Tours, créèrent le Parti communiste n'imaginaient pas que le nouveau parti vivrait cent ans.

Après avoir guetté une révolution mondiale qui ne vint jamais, le PC, devenu PCF

en 1943, tout en jurant qu'il demeurerait léniniste, renoua avec le socialisme républicain et réformiste.

Les conquêtes sociales de 1936 furent le fruit des retrouvailles avec les « sociaux-traîtres » de 1920.

Les grandes réformes de la Libération furent acquises grâce à la participation des communistes à un gouvernement « bourgeois », dirigé par le général de Gaulle, lequel, à l'heure de la fondation du PC,

combattait en Pologne contre l'Armée rouge. Des deux fondations du PCF, la plus productive ne fut pas le léninisme, mais bien ce socialisme continuateur de la Révolution française, dont se réclamait Jaurès . ■ GK

### INFO ...

Cette information s'adresse aux secrétaires de section qui ne lisent pas notre journal Fédéral «  *Ensemble*  ».

Nous vous demandons de bien vouloir souscrire un abonnement à notre journal au prix de 10€ pour 4 numéros annuels.

Dans la période difficile que nous traversons la lecture syndicale est souhaitable pour l'information.

Nous comptons sur vous, et vous remercions par avance.

Prenez une feuille double : par Jean-Luc Valegeas - Vous avez quatre heures !

### Acquis ou conquis

Acquis à quoi et pour qui ? Conquis à qui et pourquoi ? À des cons qui ont acquis des fortunes ? À qui et à quoi les doivent-ils ? À l'inné ou à l'acquis ? Il faut se battre car un conquis n'est pas définitivement acquis alors acquittons-nous de cette tâche pour que nos conquis soient acquis. Pouvoir se syndiquer est un acquis que nous avons conquis.

### Bonheur ou plaisir

Un petit peu de bonheur, être heureux de temps en temps, pendant un moment, c'est juste du plaisir. Mais être heureux tout le temps, est-ce du bonheur ou est-ce peut-être de l'ennui. L'ennui amène à rêver, c'est l'imaginaire qui prend le pouvoir. Pourtant imaginez l'ennui que serait un rêveur permanent. Le plaisir aussi fait rêver mais le plaisir n'est pas ennui. Et le bonheur dans tout ça ? Eh bien très souvent on s'aperçoit que le bonheur c'était avant puisqu'on se rend compte du bonheur dans lequel on nageait quand on l'a perdu. Faut-il donc perdre le bonheur pour être heureux d'avoir du ou des plaisirs ?

Se syndiquer est un plaisir qui peut amener au bonheur !

## HOMMAGE À RENÉ LEFEBVRE



*René était un homme engagé, aux convictions syndicales profondes, ancrées au sein de la CGT.*

*Dans son syndicat, son engagement lui a fait occuper de multiples et importantes responsabilités : secrétaire du comité d'entreprise de Paris-Normandie, secrétaire de la région Normandie de la Filpac, secrétaire général du Silpac-CGT retraités, dont il était encore membre du bureau.*

*Il donnait également beaucoup de son temps et de son énergie auprès de la Fédération et n'hésitait pas à être aux côtés de Dominique Céran lors de différentes rencontres avec les syndicats de la presse quotidienne régionale.*

*À Paris-Normandie, il faisait partie de l'équipe qui négociait, environ tous les trois ans, les différentes étapes dites de modernisation, mais qui visaient essentiellement à la diminution des effectifs des ouvriers du Livre.*

*Il était de toutes les luttes de la profession : Chapelle-d'Arblay, pour la réintégration de Pierre Lebrun, à Sopalín, mais aussi en soutien lors de conflits comme à l'Union de Reims et à d'autres quotidiens. Il a participé à la séquestration de Pinault dans son bureau, à l'invasion des locaux du Syndicat de la presse quotidienne régionale et en dernier lieu à l'occupation du terrain de golf de Robert Hersant.*

*Il était également attaché profondément à l'inter-pro, il avait été membre des commissions exécutives de l'union locale et de l'union départementale, vice-président de la section industrie du conseil des prud'hommes de Rouen.*

*Ces périodes marquées par les différentes visites de plusieurs quotidiens en avance de modernisation, mais aussi en soutien de leurs luttes, ont créé entre nous de profonds liens d'amitié.*

*Si René avait un caractère bien trempé, il aimait le contact avec les autres.*

*À la retraite, il n'a pas abandonné son engagement militant, il a occupé des fonctions importantes chez les retraités. Il a été membre de l'Union fédérale des retraités, également secrétaire général de l'Union syndicale des retraités.*

*Toujours présent dans les manifs. À plus de quatre-vingts ans, malgré ses problèmes de santé, il prenait le car pour être présent aux manifestations. Il était un exemple pour bon nombre d'entre nous et il nous manquera.*

**La section des retraités de Rouen du Silpac Rouen Le Havre**

## HOMMAGE À JACQUES GOURDON

*Le 26 février 2021, un grand froid a saisi la CGT 87 : Jacques Gourdon, membre du bureau de l'USR 87 et président de LSR 87 depuis de nombreuses années, nous a quittés à l'âge de soixante-dix-huit ans. Ce grand militant, cet ami, ce camarade d'une sollicitude à toute épreuve a marqué profondément et durablement l'action et l'activité du syndicalisme retraité CGT.*

*Il savait combien l'action collective de la CGT, avec ses valeurs et ses vertus, était porteuse de valorisation et d'émancipation pour chacune et chacun d'entre nous. Il n'avait de cesse, au sein de LSR, de promouvoir et d'encourager à partager ces moments de loisirs, de culture pour qu'ensemble on puisse réaliser mieux et davantage. Oui ensemble, c'est le mot qui le caractérise le mieux. Il n'oubliait personne, surtout ceux qui étaient en détresse, et sa fidélité en amitié était sans faille.*

*Servir était son bonheur, il l'illustrait quand il assumait l'intendance dans tous les congrès et manifestations de notre CGT. Il disait, à la fin de ses discours à LSR : « C'est fou ce que l'on peut faire avec LSR. » Oui, c'est fou ce que tu as pu faire avec LSR.*

*Nous nous devons de poursuivre son œuvre. Pour sa mémoire et pour que tout ce dévouement soit honoré. USR et LSR, deux entités qu'il a chéries et qu'il a voulu proches, complémentaires, animées par un seul mot la LUTTE. Lutte pour l'émancipation, pour une société où chacun(e) a toute sa place. Pour que le bonheur vive dans le partage et la solidarité. Adieu Jacques, ton souvenir nous aidera à combler le vide que tu laisses.*

**André MAUPIN** Secrétaire de la Section syndicale retraités du Livre de Limoges

# NT QUITTÉS

## HOMMAGE À LUCIEN LORREYTE



*Lucien Lorreyte, né le 19 avril 1939 à Anglet, est décédé dimanche 10 janvier 2021 à son domicile de Mérignac (33), entouré de l'attention de son épouse, Maguy, et de son fils Philippe.*

*Lucien, lorsqu'il était salarié du journal « Sud Ouest », a fait partie du comité de grève chargé de gérer le conflit le plus long de l'histoire du journal en 1972, conflit initié à partir de revendications sur les conditions de travail et d'effectifs du service de la clicherie.*

*En mai/juin 1977, il a également dirigé le mouvement de grève historique du Labeur bordelais (un peu plus de six semaines) en tant que secrétaire général du syndicat du Livre de Bordeaux (1974 à 1984).*

*Il fut secrétaire de la section des retraités du Livre de Bordeaux de 2000 à 2015.*

*Ces étapes en disent déjà long de la vie militante de Lucien. C'est effectivement pendant des décennies qu'il a contribué à faire vivre notre syndicat par ses qualités les plus honorables de simplicité et de détermination, sans jamais être dirigiste.*

*Sa sensibilité à fleur de peau ne le rendait pas pour autant vulnérable. Au contraire, cela lui donnait une force supplémentaire pour se dépasser, trouver les mots nécessaires pour expliquer et justifier les luttes pour lesquelles il s'engageait sans limite, comme l'association des Poic (Pseudo-obstructions intestinales chroniques) ou la CNL (Confédération nationale du logement) ou encore dans les structures professionnelles ou interprofessionnelles de notre CGT.*

*Lucien, c'était la fidélité à ses convictions, le besogneux qui agit, celui qui ne se « pousse pas du col » mais qui marque le sillon de son empreinte pour transmettre une conscience de classe jamais démentie tout au long de son parcours.*

*Lucien, c'est aussi une vie du syndicalisme que les moins de cinquante ans ne peuvent plus comprendre, pas même imaginer tellement les modes de communication au cours de cette période ont été bouleversés. Pas que la charge soit moins lourde et moins prenante aujourd'hui, non, mais où vivre son militantisme exigeait une présence physique, un dévouement sans limite au détriment de la vie familiale pour faire le lien avec les camarades. Où organiser une manif, une grève, ne pouvait pas se faire d'un claquement de doigts mais par des rencontres, des réunions des jours durant, jusqu'à pas d'heure et bien au-delà. Sans parler de la valise toujours prête à partir et les durées de trajets en train, éreintants à souhait.*

*Lucien, c'était le refuge ultime pour vous sortir le caillou de la chaussure quel que soit le souci, celui qui vous sort de l'impasse en toute circonstance. Toujours disponible et volontaire, prêt à mettre son expérience d'homme du Sud-Ouest afin de réunir, maintenir et consolider toutes les branches de nos professions au sein du Comité régional aquitain et en prolongement dans les instances de notre Fédération et plus tard à l'UFR Filpac.*

*Lucien, déraciné professionnel de son Pays basque natal, s'était bien vite intégré à la filière du syndicat du Livre de Bordeaux par des liens solides de confiance, d'amitié, de fraternité, à tel point qu'au terme de sa vie d'« actif » il choisit de revenir en Gironde vivre sa retraite.*

*C'est ainsi qu'il a été longtemps, en parallèle d'un engagement à l'USR 33, la mémoire vive de notre section des retraités, animateur de notre journal le Livre Bordelais, celui qui prend les photos de nos manifs, celui qu'on ne voit jamais mais qui est toujours là. Abnégation ! Sacerdoce, disait, moqueur mais attendri, Jean Landry.*

*Lors du 11<sup>e</sup> congrès de l'UCR CGT à Bordeaux en mars 2017, alors que les forces lui manquaient déjà, il a été la cheville ouvrière pour permettre l'édition quotidienne des comptes rendus du congrès. C'est au congrès de l'USR 33, en octobre 2018, que lui est remis par délégation une médaille de reconnaissance du travail accompli. Le rassemblement régional des retraités Filpac CGT (journée souvenir René-Faure), le 24 octobre 2018, a été sa dernière participation à notre organisation à cause de ses ennuis de santé devenus prégnants et handicapants.*

**Un sacré bosseur et un sacré militant, résume Daniel Loubère auquel l'ensemble du bureau de la section des retraités se joint pour exprimer son immense respect au camarade, à l'ami qui nous a quittés et laissés dans la peine.**

**Bertrand BERNARD**



## UN VACCIN DISPONIBLE POUR TOUTES ET TOUS LE PLUS TÔT POSSIBLE

Dans le contexte particulièrement anxiogène généré par la pandémie, la découverte et la production de vaccins, surs et efficaces, contre la Covid 19 sont vécues comme le seul espoir de voir la situation s'améliorer.

Au-delà des débats sur la nature et l'efficacité de chacun des vaccins, c'est la campagne de vaccination qui nous inquiète gravement.

Il semble que la stratégie de « vaccination progressive » annoncée par le gouvernement, masque une situation dramatique de pénurie d'approvisionnement des vaccins. Nos organisations nous rapportent en effet les difficultés rencontrées par les salariés assurant des missions essentielles de service public et les retraité·e·s âgés de plus de 75 ans qui le souhaitent, pour obtenir des rendez-vous et à fortiori pour se faire vacciner.

- Il est de la responsabilité du gouvernement de créer les conditions d'un approvisionnement suffisant en vaccins pour l'ensemble de la population.
- Il nous paraît également indispensable de multiplier les centres de vaccination et de les doter de personnels qualifiés suffisants afin que l'accès soit possible pour les personnes âgées isolées et éloignées des lieux de vaccination.

Face à une épidémie mondiale qui ne pourra être surmontée que si l'ensemble des pays bénéficient de la vaccination, il apparaît que les pays les plus riches ont préempté 90 % de la production des vaccins agréés de l'année 2021.

- Le gouvernement doit agir afin que les brevets attachés aux vaccins contre la Covid 19 soient considérés comme des biens publics internationaux afin qu'ils puissent être produits en France et dans tous les pays où cela est possible et répartis équitablement.

Par ailleurs, il n'est pas acceptable qu'une société comme Sanofi, qui a largement bénéficié de subventions de l'État pour développer la recherche et vu ses profits augmentés de 340 % en 2020, annonce en pleine pandémie la suppression de 1700 emplois, dont 400 de chercheurs. Et ce, après avoir reçu la visite et les félicitations du président de la République et distribué généreusement des dividendes à ses actionnaires.

- Le gouvernement doit intervenir pour préserver le potentiel de recherche de cette société en l'obligeant à revenir sur cette décision.
- Nous demandons qu'un Pôle public du médicament soit mis en place.

Dans cette situation de pénurie les différentes générations sont mises en concurrence et les retraité·e·s sommés de renoncer à leur espérance de vie. C'est inacceptable, insoutenable moralement et dangereux pour la cohésion sociale.

Pour éviter cette perspective dramatique, la pénurie de vaccins et les dysfonctionnements de l'organisation des campagnes de vaccination doivent être surmontés au plus vite.

Montreuil, le 16 février 2021